

Publications statistiques – sélection 2021-2022

4.1 Publications multi-thèmes	79
4.2 Démographie (recensement de la population & état civil).....	84
4.3 Emploi, chômage, revenus d'activité.....	90
4.4 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie.....	97
4.5 Santé et Solidarités.....	102
4.6 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur.....	106
4.7 Jeunesse, sport, culture.....	110
4.8 Logement.....	113
4.9 Justice et sécurité intérieure.....	115
4.10 Équipements et services dans les territoires.....	117
4.11 Prix à la consommation.....	118
4.12 Activité productrice et démographie des entreprises.....	120
4.13 Recherche et développement.....	124
4.14 Tourisme.....	124
4.15 Énergie.....	126
4.16 Environnement – développement durable.....	128
4.17 Transports.....	130
4.18 Agriculture.....	132
4.19 Finances publiques locales.....	135
4.20 Commerce extérieur.....	136
4.21 Comptabilité régionale.....	137

4 Publications statistiques – sélection 2021-2022

La liste des publications statistiques ci-après n'a pas vocation à être exhaustive.

Elle présente des publications de référence contenant des données sur au moins un DROM ou un COM, parmi les plus récentes mises en ligne principalement par le service statistique public. La sélection, nécessairement subjective, vise à donner un aperçu de la diversité des données et études existantes.

4.1. Publications multi-thèmes

Certaines publications abordent des thèmes différents dans une même édition. Afin d'éviter leur duplication dans les chapitres suivants et pour chaque géographie, elles sont listées ci-après.

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[L'essentiel sur... les régions](#)

L'essentiel sur... se compose de données clés, d'un jeu de six questions-réponses apportant des éclairages plus spécifiques sur chaque région, des précisions méthodologiques et des liens vers des publications de l'Insee ou d'autres organismes pour aller plus loin.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee – Octobre 2021

[La France et ses territoires - Édition 2021](#)

Cet ouvrage offre un panorama des questions économiques, sociales et environnementales au niveau territorial. En utilisant les zonages d'études actualisés en 2020, l'ouvrage fait le point sur les disparités géographiques en France, sur les forces et faiblesses des divers territoires ainsi que sur les conditions de vie de la population.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Références – Avril 2021

[Tableau de bord de l'économie française - onglet Territoires](#)

Présente un aperçu rapide et actuel sur la situation économique, démographique et sociale de la France, avec des comparaisons européennes et des déclinaisons par région ou département

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres-clés – Juillet 2022

[La France en douze portraits - Rapport 2019-2020](#)

Depuis 2004, l'Observatoire des territoires rassemble, analyse et diffuse les données relatives à leurs dynamiques et disparités ainsi qu'aux politiques menées dans le champ

de la cohésion des territoires. Il développe le partage d'analyses spatiales entre l'État et les collectivités territoriales et produit des diagnostics de territoires.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Observatoire des territoires – Février 2021

[Eurostat regional yearbook — 2021 edition](#)

Chaque chapitre présente des données statistiques au moyen de cartes, de graphiques et d'infographies, accompagnés d'une analyse descriptive mettant en évidence les principales conclusions. Ces indicateurs régionaux sont présentés pour les 13 thèmes suivants : population, santé, éducation, marché du travail, conditions de vie, société numérique, économie, entreprises, recherche et le développement, tourisme, transport, environnement et agriculture.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Eurostat – Septembre 2021

[Régions et villes illustrées](#)

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants : économie, population, santé, éducation, marché du travail, tourisme, économie et société numériques, agriculture, transports, sciences et technologie.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Eurostat – 2021

[Dossier complet](#)

Évolution et structure de la population, population active, emploi et chômage, logement, diplômes – formation, tourisme, entreprises, salaires et revenus d'activité, etc. Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres détaillés – Janvier 2022

[Tableaux de bord régionaux de conjoncture](#)

Quatorze indicateurs clés régionaux (quatre pour Mayotte), publiés trimestriellement, pour chaque région française.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres clés – 2022

[Tableau de bord des Outre-mer - 2021](#)

Le Tableau de bord des Outre-mer rassemble les principaux indicateurs structurels et conjoncturels communs aux géographies d'intervention des Instituts d'émission, soit l'ensemble des départements et collectivités d'Outre-mer.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna

Source : IEDOM et IEOM – Août 2022

[Tableau de bord économique](#)

Trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques – Cinq DROM, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : *Cerom – 2022*

[Statistiques locales](#)

De la région à la commune, des centaines d'indicateurs accessibles par thème. Possibilité de visualisation par carte ou tableau.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee, statistiques locales - 2022*

[Bilans économiques 2021 des régions françaises](#)

Les bilans économiques régionaux présentent les principales données économiques par thématique : emploi, chômage, transports, tourisme, création d'entreprises, construction. Des thèmes propres à chaque région complètent ces panoramas.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Insee Conjoncture – Juin 2022*

[Panorama statistique : cohésion sociale, travail, emploi](#)

Ce Panorama est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, l'enfance et la protection de l'enfance, les diplômés des professions sociales, de la santé, les travailleurs handicapés, les jeunes ni en études, ni en emploi ni en formation (NEET), l'emploi des seniors, le cumul emploi retraite et enfin l'emploi dans le domaine associatif.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *DREES – 2022*

Guadeloupe

[Rapport annuel économique 2021](#)

Situation économique et financière.

Source : *IEDOM – Juin 2022*

Martinique

[Rapport annuel économique 2021](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Juin 2022

La Réunion

[Les défis économiques, sociaux et environnementaux du XXI^e siècle à La Réunion](#)

Malgré son dynamisme au cours des dernières décennies, le développement économique et social de La Réunion marque encore le pas par rapport à celui de la France métropolitaine. Ainsi, la richesse créée par habitant est-elle encore inférieure de 37 % à celle de la métropole. La pauvreté, monétaire ou au sens des privations matérielles et sociales, touche trois fois plus de personnes sur l'île. L'emploi y est en effet plus rare : seules 46 % des personnes de 15 à 64 ans ont un emploi, soit 20 points de moins que dans l'Hexagone.

Source : Insee Analyses Réunion n°66 – Décembre 2021

[Rapport annuel économique 2021](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Juillet 2022

Guyane

[Rapport annuel économique 2021](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Juin 2022

Mayotte

[Portrait statistique de Petite-Terre](#)

Petite-Terre est une île de Mayotte située à l'est du territoire. Elle fait face à Mamoudzou en Grande-Terre, le chef-lieu économique de la région. Elle est formée des communes de Dzaoudzi dans sa partie nord et de Pamandzi au sud. À Petite-Terre, la population augmente de 3,9 % en moyenne par an entre 2012 et 2017. Les conditions de logement sont globalement précaires à Petite-Terre, avec quatre logements sur dix en tôle et près de six sur dix ne disposant pas du confort sanitaire de base. La population en âge de travailler est un peu mieux insérée dans l'emploi et la part de non-diplômés est un peu plus faible. Petite-Terre souffre par ailleurs, comme l'ensemble du département, d'un déficit en personnels de santé.

Source : Insee Dossier Mayotte n°2 – Mai 2022

[Rapport annuel économique 2021](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Juin 2022

Saint-Barthélemy

[Rapport annuel économique 2020](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Décembre 2021

Saint-Martin

[Rapport annuel économique 2020](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Décembre 2021

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Rapport annuel économique 2021](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Juin 2022

Polynésie française

[L'économie bleue en Polynésie française](#)

En 2019, les secteurs d'activité de l'économie bleue de la Polynésie française représentaient 5,2 % du produit intérieur brut (PIB), soit une valeur ajoutée de 28,5 milliards de Francs CFP et une hausse de 9 % par rapport en 2015. Il occupe 4,5 % de l'emploi salarié en équivalent temps plein, soit 12 % de plus en quatre ans. Les activités les plus importantes en termes de valeur ajoutée sont les services portuaires et la pêche, mais la plaisance et la location de voiliers sont les activités qui ont connu la croissance la plus grande (+ 160 % entre 2015 et 2019), en raison de l'embellie touristique qu'a connue la Polynésie française durant cette période.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1315 – Mai 2022

[Diagnostic territorial 2021](#)

Le président de la Polynésie française a confié à l'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) le pilotage de l'élaboration d'un diagnostic territorial en vue de pouvoir préparer le plan de convergence du Pays. Ce diagnostic doit permettre de faire un état des lieux et de situer le Pays par rapport à la Métropole et ce, pour

préparer une réflexion prospective des enjeux et des actions à programmer pour les prochaines années.

Source : ISPF – Points Référence - Mars 2022

[40 ans d'économie polynésienne en 21 graphiques](#)

À l'occasion de ses 40 ans, l'Institut de la Statistique de la Polynésie française propose une publication synthétique sur l'économie polynésienne des 4 dernières décennies autour de 21 graphiques. Les traits caractéristiques de l'économie polynésienne sont le résultat d'une évolution historique propre qui la différencie à la fois des autres collectivités ultramarines françaises, mais aussi des autres petites économies insulaires.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1261 – Juin 2021

Nouvelle-Calédonie

[Atlas démographique des communes de la Nouvelle-Calédonie](#)

En Nouvelle-Calédonie, par la variété des thèmes qu'il aborde, que ce soient les caractéristiques sociodémographiques de la population ou ses conditions de logement, mais aussi parce qu'il est réalisé auprès de chaque habitant de ce territoire, le recensement de la population est probablement la source de données la plus complète.

Source : Isee – Novembre 2021

Wallis-et-Futuna

[Panorama de Wallis-et-Futuna en 2021](#)

Source : IEOM, Conjoncture économique n°374- Août 2022

4.2. Démographie (recensement de la population & état civil)

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Il existe de nombreuses données disponibles sur le recensement de la population et l'état-civil sur le site Insee.fr. Parmi celles-ci :

[Pyramide des âges interactive](#)

Pyramides des âges par région. Population en début d'année, définitive jusqu'en 2019, provisoire de 2020 à 2022, projections de population à partir de 2023.
Outil interactif.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Recensement de la population – Janvier 2022

[Populations légales 2019](#)

Dernier recensement de la population par région, département, arrondissement, canton et commune, collectivité d'Outre-mer et liens pour accéder aux résultats de la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna
Source : Insee, chiffres détaillés – Janvier 2022

[Taux de natalité et âge moyen de la mère à la naissance en 2021, et nombre de naissances en 2020](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2022

[Taux de mortalité en 2021 et nombre de décès en 2020](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2022

[Naissances et décès domiciliés 2014-2020](#)

État civil – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, chiffres détaillés – Septembre 2021

[Naissances, décès et mariages en 2020 – fichiers détail](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, fichiers détail – Mai 2022

[Mariages 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, Insee résultats – Février 2022

[Indicateur conjoncturel de fécondité en 2021](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2022

[Espérance de vie en 2021](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2022

[Recensement de la population](#) – Résultats 2019 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... plus de 70 accès possibles sur le site Insee.fr, parmi lesquels :

- [Évolution et structure de la population](#)
- [Couples - familles – ménages](#)
- [Étrangers – immigrés](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2022

[Les natifs des Antilles, de Guyane et de Mayotte quittent souvent leur région natale, contrairement aux Réunionnais](#)

En 2017, un tiers des natifs des Antilles, de Guyane et de Mayotte âgés de 15 à 64 ans vivent dans une autre région française, soit une part comparable à celle des régions métropolitaines les plus proches de la région parisienne. Ces populations d'Outre-mer quittent leur région de naissance plus souvent que par le passé, notamment à Mayotte. Les natifs de La Réunion sont en revanche nettement moins mobiles.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Première n°1853 – Avril 2021

[Résultats statistiques des collectivités d'Outre-mer](#)

Données communales

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2022

Guadeloupe

[Recensement de la population en Guadeloupe : 384 239 habitants au 1^{er} janvier 2019](#)

Au 1^{er} janvier 2019, 384 239 personnes vivent en Guadeloupe. Depuis 2013, l'archipel a enregistré une baisse de sa population de 0,8 % par an en moyenne, soit près de 3 000 habitants de moins tous les ans. Cette baisse de la population s'explique par un plus grand nombre de départs d'habitants que d'arrivées sur le territoire et par un faible excédent naturel. Les communes de Baie-Mahault, Lamentin, et Petit-Bourg sont les plus dynamiques en termes de croissance démographique.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°158 – Décembre 2021

[En 2020, un ralentissement des naissances et une hausse des décès](#)

En 2020, en Guadeloupe, le nombre de naissances continue d'augmenter, mais à un rythme nettement ralenti. La hausse des décès se poursuit et s'accélère. Elle résulte

principalement du vieillissement de la population. Néanmoins, la pandémie de la Covid-19 entraîne une surmortalité au second semestre. La fécondité reste élevée en 2020, et supérieure à celles de la Martinique et de la France métropolitaine. L'espérance de vie est en recul.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°157 – Décembre 2021

[La Guadeloupe face au défi de la dépendance des seniors à l'horizon 2030](#)

En 2030, 28 000 personnes âgées de 60 ans et plus seraient en situation de dépendance en Guadeloupe, soit 8 000 personnes de plus qu'en 2017. Les personnes de plus de 75 ans seraient les plus touchées par la dépendance sévère, 5 000 d'entre elles seraient concernées. Les femmes représenteraient deux tiers des personnes âgées dépendantes. À l'horizon 2030, la prise en charge des seniors en situation de dépendance nécessiterait 1 620 emplois de plus que les 5 071 emplois mobilisés en 2020.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°49 – Mai 2021

Martinique

[Recensement de la population en Martinique : 364 508 habitants au 1^{er} janvier 2019](#)

Au 1^{er} janvier 2019, 364 508 personnes résident en Martinique, soit 21 042 personnes de moins qu'en 2013. La baisse moyenne de 0,9 % par an depuis 2013 s'explique par des départs du territoire plus nombreux que les arrivées. Le solde naturel est positif entre 2013 et 2019 mais en net recul. Les communes du Nord sont les plus touchées par ce déclin démographique. Bien que Fort-de-France soit la commune la plus peuplée, elle est également celle qui perd le plus d'habitants.

Source : Insee Flash Martinique n° 158 – Décembre 2021

[En 2020, moins de naissances que de décès](#)

En 2020, après deux années de hausse consécutive, le nombre de naissances recule en Martinique et pour la première fois, il est inférieur à celui des décès. La hausse des décès sur l'île résulte principalement du vieillissement de la population. La pandémie de la Covid-19 n'a pas engendré de surmortalité sur le territoire en 2020. La fécondité est en baisse, mais elle reste supérieure à celle de la France métropolitaine. L'espérance de vie reste globalement stable.

Source : Insee Flash Martinique n°157 – Décembre 2021

Guyane

[Recensement de la population en Guyane : 281 678 habitants au 1^{er} janvier 2019](#)

Au 1^{er} janvier 2019, 281 678 personnes résident en Guyane. C'est la région de France (hors Mayotte) où la croissance démographique est la plus forte. Entre 2013 et 2019, la population s'accroît en moyenne de 2,4 %, soit 6 260 habitants de plus chaque année. Cette croissance démographique, portée par le solde naturel, est inégalement répartie

sur le territoire. Elle profite principalement à deux intercommunalités, la Communauté d'agglomération du Centre littoral et la Communauté de communes de l'Ouest guyanais. La population de la Communauté de communes des Savanes diminue.

Source : Insee Flash Guyane n°146 – Décembre 2021

[En 2020, la natalité reste élevée malgré la crise sanitaire](#)

En 2020, la démographie reste dynamique malgré la baisse des naissances et le solde migratoire négatif en Guyane. Les naissances sont beaucoup plus nombreuses que les décès. La fécondité reste élevée et supérieure à celles des Antilles et de la France métropolitaine. L'espérance de vie est de nouveau en hausse, de façon plus marquée pour les hommes.

Source : Insee Flash Guyane n°145 – Décembre 2021

La Réunion

[Deux déménagements sur trois sont de courte distance](#)

Chaque année en moyenne entre 2015 et 2019, un habitant sur dix de La Réunion déménage. Les deux tiers des déménagements se font dans la même microrégion de l'île. Comme ailleurs, les jeunes de moins de 30 ans sont les plus mobiles et contribuent le plus à la mobilité longue distance vers la France métropolitaine. Les départs vers la métropole sont un peu plus nombreux que les arrivées en raison des départs de jeunes « sautant la mer » pour poursuivre leurs études. Le solde des migrations avec la métropole se creuse par rapport à la première moitié des années 2010.

Source : Insee Analyses Réunion n°67 – Février 2022

[861 200 habitants au 1^{er} janvier 2019](#)

Au 1^{er} janvier 2019, 861 200 personnes résident à La Réunion. La population augmente de 0,5 % en moyenne par an depuis 2013, un peu plus vite que celle de la France métropolitaine (+ 0,4 %). La croissance démographique de l'île est cependant moins forte qu'entre 2008 et 2013. En effet, l'excédent des naissances sur les décès se réduit un peu avec le vieillissement de la population. De plus, sur la période récente, les départs de l'île sont plus nombreux que les arrivées.

Source : Insee Flash Réunion n°218 – Décembre 2021

[Stabilité des naissances et hausse contenue des décès](#)

En 2020, les naissances et les décès évoluent différemment à La Réunion par rapport à la métropole et à certains Drom. Ainsi, les naissances sont stables sur l'île, alors qu'elles diminuent nettement dans l'Hexagone (- 2,3 %). Quant aux décès, leur hausse est contenue à La Réunion (+ 1,8 % par rapport à 2019), alors qu'ils augmentent fortement au niveau national (+ 9,2 %). La hausse des décès sur l'île résulte principalement du vieillissement de la population.

Source : Insee Flash Réunion n°207 – Août 2021

Mayotte

[La baisse des naissances se conjugue à la hausse de la mortalité](#)

En 2020, 9 180 enfants sont nés à Mayotte, soit 580 bébés de moins qu'en 2019 (- 6 %). La fécondité reste néanmoins élevée et continue d'être portée par les mères de nationalité étrangère, comorienne pour la plupart. Celles-ci donnent naissance aux trois quarts des bébés nés en 2020, comme les quatre années précédentes. Un nouveau-né sur deux a un père de nationalité étrangère, et un peu plus d'un sur deux a au moins un de ses parents Français. De janvier à juillet 2021, 6 550 enfants sont nés de mères domiciliées à Mayotte, soit 9 % de plus par rapport à la même période de 2020.

Source : Insee Flash Mayotte n°124 – Septembre 2021

Polynésie française

[Bilan démographique 2021](#)

Au 31 décembre 2021, la Polynésie française compte 279 550 habitants. Au cours de l'année 2021, la croissance de population a fortement ralenti. Ce phénomène s'est accentué avec une forte hausse de la mortalité due à la pandémie de Covid-19. L'espérance de vie à la naissance diminue nettement par rapport à 2019 et 2020. Elle s'établit à 76,3 ans pour les femmes et 71,5 ans pour les hommes.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1325 – Mai 2022

[L'évolution de la mortalité entre 1983 et 2019](#)

En 2019, 1 551 personnes sont décédées en Polynésie française. Depuis 1983, en moyenne sur trois ans, le nombre de décès n'a jamais été aussi important que ces dernières années. Ce phénomène s'explique par l'augmentation de la taille de la population et par l'arrivée à des âges de mortalité élevés d'une part importante de la population.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1241 – Février 2021

[Feti'i e Fenua : caractéristiques des familles et solidarités autour des parents âgés](#)

Les familles des résidents polynésiens âgés de 40 à 59 ans se répartissent de la façon suivante : un tiers d'entre elles n'a plus de parents en vie (35 %), un tiers déclare un seul parent en vie (34 %) et le tiers restant a encore deux parents en vie (31 %). Les 68 639 parents en vie dont nous allons, ici, décrire les caractéristiques et les modes de vie, représentent près de la moitié des parents des 40 à 59 ans, les autres étant déjà décédés. Ils ont 73 ans en moyenne.

Source : Ispf, Points Études et Bilans n°1295 – Janvier 2022

Nouvelle-Calédonie

[Bilan démographique 2019](#)

La baisse de la fécondité et l'allongement de la durée de vie observés depuis les années 1990 conduisent la Nouvelle-Calédonie vers le vieillissement attendu de sa population. L'accélération de celui-ci, accentuée par un déficit migratoire ne permettant plus de compenser le solde naturel depuis 2019, sont des éléments nouveaux du paysage démographique calédonien.

Source : Isee, Synthèse n°50 – Octobre 2021

Wallis-et-Futuna

[Wallis-et-Futuna : la population continue de baisser, mais plus modérément](#)

Près de 11 600 personnes vivent à Wallis-et-Futuna en 2018, soit 5,2 % de moins qu'en 2013. Toutefois, cette baisse est nettement moins forte qu'au cours des dix années précédentes. L'évolution de la population est très différente dans les deux îles, distantes de 230 kilomètres : -2,9 % pour Wallis et -10,7 % pour Futuna entre 2013 et 2018. Les personnes qui quittent le territoire sont plus nombreuses que celles qui s'y installent, notamment parmi les jeunes.

Source : Insee Première n° 1775 – Septembre 2019

4.3. Emploi, chômage, revenus d'activité

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population – Résultats 2019 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...](#) :

- [Population active, emploi et chômage au sens du recensement](#)
- [Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres-détaillés – Juin 2022

[Le tableau de bord des politiques de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle](#)

Le nombre d'entrées et de bénéficiaires des différents dispositifs de la politique de l'emploi, de l'insertion et de la formation professionnelle (contrats aidés, accompagnement des jeunes, entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, apprentissage, etc.) sont diffusés chaque mois par la Dares pour chacun des cinq DROM séparément.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Dares – Juillet 2022

[Estimations trimestrielles d'emploi salarié et évolutions par grand secteur d'activité](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres-clés – 2022

[Estimations d'emploi](#)

Cet *Insee Résultats* présente les Estimations d'emploi annuelles au niveau national et localisé (région, département, zone d'emploi).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres détaillés – Mai 2022

[Principaux indicateurs sur l'emploi, le chômage et l'activité par DOM en 2021](#)

Nombreux tableaux sur l'emploi, le chômage et l'activité pour les DOM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres détaillés – Juin 2022

[En 2020, le chômage partiel préserve l'emploi dans les DOM](#)

En 2020, dans un contexte marqué par la crise sanitaire de Covid-19, le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans dans les DOM historiques est globalement stable, tandis que le volume d'heures travaillées recule nettement. Le recours massif au chômage partiel a permis de préserver l'emploi. L'arrêt de certaines activités et les restrictions de circulation, en limitant les recherches d'emploi et la disponibilité pour travailler, ont entraîné une chute du chômage en trompe-l'œil bien plus prononcée qu'en France métropolitaine.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Focus n°233 – Mai 2021

[L'emploi dans la fonction publique en 2019](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : SDessi, Point Stat – Juin 2021

[En 2020, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale est en recul](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

Source : DGCL, Bis n°160 – Décembre 2021

[Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2021](#)

Données par région.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : SDessi – Octobre 2021

[Les salaires dans le secteur privé et les entreprises publiques en 2019](#)

Comparaisons régionales et/ou départementales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres détaillés – Octobre 2021

[Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2021](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres-clés – Juin 2022

[Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi](#)

Comparaisons régionales et départementales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres-clés – 2022

[Insertion des jeunes après la voie professionnelle \(Inserjeunes\)](#)

Données de la voie professionnelle par établissement et formation : le taux d'emploi 6 mois après la sortie de l'établissement ; la valeur ajoutée de l'établissement ; le taux de poursuite d'études ; le taux d'interruption en cours de formation ; la part de contrats interrompus avant terme.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Dares-Depp – Juin 2022

Guadeloupe

[Pendant le premier confinement, un actif sur cinq a exercé son métier en présentiel pour répondre aux besoins essentiels du quotidien](#)

En Guadeloupe, près de 26 500 personnes exercent un des 35 métiers clés essentiels aux besoins de la population. Lors du premier confinement lié à la pandémie de Covid-19, elles ont continué à exercer leur activité en présentiel. Les 13 200 professionnels de santé, dont une majorité de femmes, sont les plus exposés à la contamination, dans et hors de la sphère hospitalière. Parmi eux, les aides à domicile sont particulièrement touchées par la précarité.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°160 – Janvier 2022

[En Guadeloupe, dans la fonction publique d'État, l'écart de salaire entre hommes et femmes est lié à la nature des emplois](#)

Fin 2018, en Guadeloupe, dans la fonction publique d'État, les hommes gagnent en moyenne 17 % de plus que les femmes. Dans ce versant, plus de 40 % de l'écart salarial s'explique par la différence des emplois occupés en termes de professions et de niveau

hiérarchique. La durée de travail constitue la principale source de l'écart de salaire (69 %).

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°55 – Mars 2022

[Le marché du travail en 2021 en Guadeloupe](#)

Fin 2021, les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégories A et ABC baissent de 2,1 % et 1,3 % respectivement sur un an en Guadeloupe. Les entrées à Pôle emploi ont en effet été un peu moins nombreuses que les sorties. Le nombre d'inscrits s'établit à 49 103 en catégorie A et à 59 794 en catégories ABC (chiffres bruts).

Source : DEETS Guadeloupe – Avril 2022

Martinique

[Pendant le premier confinement, un actif sur cinq exerce son métier en présentiel pour répondre aux besoins essentiels du quotidien](#)

En Martinique, près de 28 300 personnes exercent un des 35 métiers clés essentiels aux besoins de la population. Lors du premier confinement lié à la pandémie de Covid-19, elles ont continué à exercer leur activité en présentiel. Les 15 150 professionnels de santé, dont une majorité de femmes, sont les plus exposés à la contamination, dans et hors de la sphère hospitalière.

Source : Insee Flash Martinique n°160 – Janvier 2022

[Forte baisse de l'emploi salarié dans les microentreprises en 10 ans](#)

Sur la période de 2008 à 2017, les effectifs salariés dans les secteurs marchands hors agriculture diminuent de 8 %. Malgré la progression du nombre d'établissements, ceux qui emploient des salariés sont moins nombreux. Les pertes d'emploi surviennent principalement dans les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Le nombre d'emplois salariés progresse dans les grandes entreprises et dans les entreprises de taille intermédiaire.

Source : Insee Flash Martinique n°145 – Février 2021

Guyane

[Pendant le premier confinement, 1 actif sur 6 a exercé son métier en présentiel pour répondre aux besoins essentiels du quotidien](#)

En Guyane, près de 10 900 personnes exercent un des 35 métiers clés essentiels aux besoins de la population. Lors du premier confinement lié à la pandémie de Covid-19, elles ont continué à exercer leur activité en présentiel. Les 4 680 professionnels de santé, dont une majorité de femmes, sont les plus exposés à la contamination, dans et hors de la sphère hospitalière. Parmi eux, les aides à domicile sont particulièrement touchées par la précarité.

Source : Insee Flash Guyane n°147 – Janvier 2022

[En Guyane, dans la fonction publique d'État, un tiers de l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est lié à la nature des emplois](#)

Fin 2018, en Guyane, dans la fonction publique d'État, les hommes gagnent en moyenne 18 % de plus que les femmes. Dans ce versant, 34 % de l'écart salarial s'explique par la différence des emplois occupés en termes de professions et de niveau hiérarchique. Dans la fonction publique territoriale, l'écart est plus faible : 5 %. Au sein de la fonction publique territoriale, la durée de travail constitue la principale source de l'écart de salaire (22 %).

Source : Insee Analyses Guyane n°57 – Mars 2022

La Réunion

[À La Réunion, un quart des jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation en 2021](#)

En 2021, à La Réunion, 41 000 jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Ils représentent 26 % de cette classe d'âge, soit deux fois plus qu'au niveau national. Leur part diminue en 2021, grâce au dynamisme récent de l'emploi des jeunes lié au développement du recours à l'apprentissage, après cinq années de quasi-stabilité. La part de NEET culmine entre 24 et 29 ans, avec près d'un jeune sur deux dans cette situation.

Source : Insee Analyses Réunion n°72 – Août 2022

[Grâce à la dynamique de l'emploi, le chômage baisse](#)

La hausse de l'emploi en 2021 à La Réunion est la plus forte depuis dix ans, notamment grâce au développement des micro-entreprises et de l'apprentissage. De fait, le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) baisse à 18 % de la population active. Il atteint ainsi un niveau historiquement bas. Le halo autour du chômage reste à son niveau d'avant-crise sanitaire. C'est également le cas pour les autres situations d'inactivité au sens du BIT (personnes en études, à la retraite, au foyer).

Source : Insee Flash Réunion n°232 – Août 2022

[Le non-salariat se développe fortement à La Réunion](#)

Début 2021, à La Réunion, 38 000 personnes exercent une activité non salariée, soit 7 % de la population en âge de travailler. Depuis les années 2000, le non-salariat se développe fortement sur l'île. Entre 2000 et 2020, l'emploi non salarié y augmente en effet à un rythme trois fois plus élevé que dans les régions métropolitaines de province, pour atteindre aujourd'hui un développement proche de la moyenne nationale.

Source : Insee Analyses Réunion n°68 – Mai 2022

Mayotte

[De plus en plus d'emplois de cadre, en particulier pour les natifs et natives de Mayotte](#)

En 2017, près de 5 000 personnes travaillent comme cadre à Mayotte, soit quatre fois plus qu'il y a 20 ans. L'élévation du niveau de formation local a accompagné

l'avènement d'une société de services supplantant un monde agricole. De plus en plus diplômées au fil du temps, les personnes nées à Mayotte ont pu davantage prétendre au statut de cadre, notamment les femmes. Les femmes natives sont en effet dorénavant aussi nombreuses que les natifs parmi les diplômés du supérieur.

Source : Insee Analyses Mayotte n°32 – Mars 2022

[En 2021, autant d'emplois qu'avant la crise sanitaire mais davantage de personnes en âge de travailler](#)

Au 2^e trimestre 2021, à Mayotte, 51 000 personnes ont un emploi, un niveau proche de celui de 2019, avant le début de la crise sanitaire. Cependant, entre 2019 et 2021, la population en âge de travailler continue d'augmenter. De fait, la situation reste très difficile en 2021 : seuls 32 % des 15-64 ans ont un emploi, soit 3 points de moins qu'en 2019. Les personnes employées à domicile, celles nées à l'étranger ainsi que les hommes de 30 à 49 ans sont les plus touchés par la crise : leur taux d'emploi diminue fortement.

Source : Insee Flash Mayotte n°130 – Décembre 2021

Polynésie française

[L'emploi se maintient en 2021, malgré le découragement plus marqué des demandeurs d'emploi](#)

En 2021, la situation du marché de l'emploi en Polynésie française reste en retrait par rapport à la situation en France métropolitaine avec un taux d'emploi en retrait de 13 points. Le premier semestre 2021 s'est caractérisé par un léger retour des touristes en Polynésie française, malgré les restrictions sanitaires liées à l'épidémie de Covid-19. Les mesures de soutien pour l'emploi financées par le Pays et l'État ont permis de maintenir les salariés dans les entreprises. La population active au sens du Bureau International du Travail (BIT) diminue à 108 600 personnes de 15 à 64 ans. Le taux d'emploi est stable à 53,0 %.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1297 – Janvier 2022

[Bilan de l'emploi en 2020](#)

En 2020, les effectifs salariés annuels moyens déclarés à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) ont régressé de 2 050 emplois (- 3,1 %) depuis 2019 pour atteindre 64 050 emplois. Marquée par l'épidémie de Covid-19 et ses conséquences économiques, cette baisse des effectifs est la première depuis 2015. Sur un an, l'effectif moyen en équivalent temps plein diminue de 5,9 % par rapport à 2019.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1287 – Novembre 2021

[Les pouvoirs publics ont soutenu l'emploi en 2020 face à la crise économique liée à la COVID-19](#)

L'année 2020 a été marquée par l'épidémie de COVID-19 en Polynésie française, mettant à l'arrêt l'emploi au deuxième trimestre et affectant l'emploi touristique par la suite. Le Pays et l'État ont déployé des mesures de soutien pour l'emploi afin d'aider les

entreprises et les salariés. L'enquête emploi en Polynésie française s'est réalisée au troisième trimestre 2020, période durant laquelle les emplois et les entreprises les plus fragilisés ont été soutenus.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1264 – Juillet 2021

Nouvelle-Calédonie

[Emploi-chômage : synthèse annuelle 2021](#)

77 000 personnes distinctes ont eu une activité salariée dans le secteur privé en 2021 : une personne sur cinq finit l'année sans emploi.

Source : Isee, Conjoncture – Juillet 2022

[Un quart des emplois du privé lié au nickel en 2019](#)

Cette étude vise à mesurer la contribution globale du secteur qui ne s'arrête pas aux seuls flux engagés par ses acteurs directs mais comprend également ce que le secteur emploie et consomme, alimentant ainsi le reste de l'économie. L'évaluation des effets d'entraînement du secteur de la mine/métallurgie est proposée sous l'angle de l'emploi salarié et conclut que 24 % des emplois du privé dépendent directement ou indirectement de l'exploitation du nickel.

Source : Isee, Synthèse n°47 – Mars 2021

[Effet inattendu de la crise de la Covid 19, le pouvoir d'achat salarial global des salariés augmente de 1,4 % en 2020](#)

Avec la crise sanitaire, des emplois parmi les moins rémunérés ont été perdus et les prix baissent de 0,5 %. Ce qui contribue mécaniquement à la hausse du pouvoir d'achat salarial global. En un an, le niveau moyen global des salaires a progressé de 1,4 % en francs constants, l'inflation 2020 s'établissant à - 0,5 %. Le salaire EQTP moyen des emplois permanents, c'est-à-dire ceux totalisant au moins 23 mois de travail consécutifs sur 2019 et 2020, augmente de 2,5 % en francs constants sur l'année 2020.

Source : Isee, Synthèse annuelle 2020 – Janvier 2022

Wallis-et-Futuna

[Demandes d'emplois de Wallis-et-Futuna](#)

Répartition des demandeurs d'emplois de 2007 à 2020

Source : STSEE – Mars 2021

4.4. Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[La grande pauvreté bien plus fréquente et beaucoup plus intense dans les DOM](#)

La grande pauvreté est 5 à 15 fois plus fréquente dans les départements d’Outre-mer (DOM) qu’en France métropolitaine. Elle y est aussi beaucoup plus intense. Dans les 4 DOM historiques (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion), les familles monoparentales, les personnes sans emploi ainsi que les retraités sont particulièrement touchés. Outre sa dimension monétaire, la caractéristique majeure de la grande pauvreté par rapport à des situations moins aiguës de pauvreté est la fréquence de privations, y compris pour des besoins fondamentaux comme la nourriture ou l’habillement pour 4 à 8 personnes sur 10 en situation de grande pauvreté. À l’exception de la Guyane, le renoncement à la voiture est moins fréquent qu’en France métropolitaine.

Source : Insee Focus n°270 – Juillet 2022

[Des conséquences financières du premier confinement plus ou moins marquées selon les territoires](#)

Un quart des personnes âgées de 15 ans ou plus considèrent que la situation financière de leur ménage s’est dégradée au cours du confinement du printemps 2020. Les départements où il y a le plus d’actifs sont les plus affectés. Les habitants d’Île-de-France, du pourtour méditerranéen, des Alpes, de Guadeloupe ou de l’Aisne, déclarent plus souvent une situation financière dégradée.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, La Réunion

Source : Insee Première - n°1850 – Avril 2021

[Principaux résultats sur les revenus et la pauvreté des ménages en 2019 - Dispositif Fichier localisé social et fiscal \(Filosofi\)](#)

Territoires : La Réunion, Martinique

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2022

[Données carroyées – Filosofi 2017](#)

Territoires : La Réunion, Martinique

Source : Insee, base de données – Mars 2022

Guadeloupe

[12 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Guadeloupe, en 2018, 12 % des habitants vivent en situation de grande pauvreté, cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. En particulier, 79 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté subissent au moins une privation physiologique telle que le fait de ne pas pouvoir acheter de vêtements neufs, 72 % des Guadeloupéens en grande pauvreté ont dû faire face à des

impayés et la grande majorité renoncent aux loisirs. Les familles monoparentales et les personnes seules sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°57 – Juillet 2022

[Dégradation de la situation financière suite au premier confinement pour 28 % des Guadeloupéens](#)

Suite au confinement décrété au 2^e trimestre 2020, pour lutter contre la propagation du coronavirus, 28 % des Guadeloupéens déclarent que leur situation financière s'est dégradée. Malgré les mesures déployées pour soutenir l'emploi et les revenus des ménages, la situation s'est détériorée, particulièrement pour les plus modestes. Les personnes en activité ne sont pas épargnées, notamment les travailleurs temporaires dont les opportunités d'embauches ont chuté.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°51 – Septembre 2021

Martinique

[Un Martiniquais sur dix en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Martinique, en 2018, un habitant sur dix vit en situation de grande pauvreté : cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. Les trois quarts des Martiniquais en grande pauvreté ont dû faire face à des impayés et la grande majorité renoncent aux loisirs. Les familles monoparentales et les personnes seules sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense. Le fait d'être en emploi protège de la grande pauvreté pour toutes les catégories socio-professionnelles.

Source : Insee Analyses Martinique n°55 – Juillet 2022

[27,4 % des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté en 2019](#)

En 2019, 27,4 % de la population martiniquaise vit sous le seuil de pauvreté, soit près de deux fois plus qu'en France métropolitaine. Les familles monoparentales, le plus fréquemment avec une femme à la tête du ménage, les personnes seules, les locataires, mais aussi les personnes âgées sont les ménages les plus exposés à la pauvreté. Les seniors âgés d'au moins 75 ans, de plus en plus nombreux en Martinique, sont aussi fortement touchés par la pauvreté en lien avec une diminution des revenus à la retraite.

Source : Insee Analyses Martinique n°54 – Mai 2022

[Un quart des Martiniquais indiquent une dégradation financière liée au premier confinement](#)

Suite au confinement décrété au 2^e trimestre 2020, pour lutter contre la propagation du coronavirus, un quart des Martiniquais jugent leur situation financière dégradée. Malgré les mesures déployées pour soutenir l'emploi et les revenus des ménages, la situation s'est détériorée, particulièrement pour les plus modestes. Les personnes en activité ne sont pas épargnées, notamment les travailleurs temporaires dont les opportunités d'embauches ont chuté.

Source : Insee Analyses Martinique n°47 – Septembre 2021

Guyane

[29 % des Guyanais en situation de grande pauvreté en 2018](#)

En Guyane, 29 % des habitants vivent en situation de grande pauvreté en 2018, cumulant au moins sept privations matérielles et une forte pauvreté monétaire. Les ménages complexes (ménages comportant plusieurs familles, plusieurs générations) et les familles monoparentales sont particulièrement confrontées à cette pauvreté intense. Les deux tiers des personnes en situation de grande pauvreté sont des étrangers.

Source : Insee Analyses Guyane n°59 – Juillet 2022

[En Guyane, la précarité s'intensifie suite au 1^{er} confinement](#)

La crise sanitaire liée à la Covid-19 provoque une baisse de l'activité en Guyane en 2020. Conséquence directe, le nombre de bénéficiaires des prestations sociales d'insertion augmente. La hausse est plus modérée qu'en France métropolitaine mais s'ajoute à une situation initiale plus défavorable. En outre, une part importante de la population en situation de précarité n'est pas éligible aux prestations sociales. La situation des plus modestes se détériore suite au confinement, faisant peser un risque d'aggravation des inégalités à long terme.

Source : Insee Analyses Guyane n°53 – Septembre 2021

La Réunion

[Pauvreté à La Réunion : deux approches complémentaires](#)

Être pauvre, ce n'est pas seulement vivre avec des revenus faibles, inférieurs à un seuil donné (pauvreté au sens monétaire). C'est également ne pas être en mesure de couvrir les dépenses liées à un certain nombre d'éléments de la vie courante considérés comme souhaitables, voire nécessaires, pour avoir des conditions de vie acceptables (pauvreté au sens de la privation matérielle et sociale) : ne pas pouvoir par exemple remplacer des meubles usagés ou s'acheter des vêtements neufs.

Source : Insee Analyses Réunion n°71 – Juillet 2022

[À La Réunion, malgré quelques exceptions, un accès limité des femmes aux fonctions de pouvoir](#)

Que ce soit en politique, dans les entreprises ou les administrations, les Réunionnaises accèdent moins que les hommes aux fonctions de pouvoir. Si les femmes sont aussi nombreuses que les hommes parmi l'ensemble des élus des collectivités territoriales en application des lois sur la parité, peu d'entre elles accèdent aux hautes fonctions de responsabilités. Ainsi, La Réunion est l'un des départements où la part de femmes maires est la plus faible : 13 % en 2021, contre 20 % au niveau national.

Source : Insee Flash Réunion n°223 – Mars 2022

[Près d'un enfant mineur sur deux vit dans un ménage pauvre](#)

En 2019, 37 % de la population réunionnaise vit sous le seuil de pauvreté métropolitain. Malgré une nette diminution depuis 2007, le taux de pauvreté est 2,5 fois plus élevé qu'en France métropolitaine. Les enfants mineurs sont davantage exposés : 46 % d'entre eux vivent dans un ménage pauvre. Cette part est plus élevée encore dans les familles monoparentales et les familles nombreuses.

Source : Insee Flash Réunion n°219 – Janvier 2022

[Pas assez de fruits et légumes, trop d'huile, de sucre et de boissons sucrées](#)

Les ménages réunionnais dépensent en moyenne 330 euros par mois pour leurs courses alimentaires en 2017. Ce montant est stable par rapport à 2011, alors que les dépenses pour la restauration hors domicile augmentent nettement. Certaines habitudes alimentaires des Réunionnais vont dans le bon sens au regard des recommandations nutritionnelles, d'autres non.

Source : Insee Analyses Réunion n°57 – Avril 2021

Mayotte

[Fort développement des petites surfaces alimentaires d'enseignes locales](#)

En 2018, les Mahorais effectuent 55 % de leurs courses alimentaires en grandes surfaces. C'est nettement moins que dans l'Hexagone ou à La Réunion. En effet, les Mahorais recourent plus fréquemment aux petites surfaces alimentaires : 24 % des achats alimentaires y sont réalisés, soit quatre fois plus qu'en France métropolitaine.

Source : Insee Analyses Mayotte n°28 – Juin 2021

Polynésie française

[Où en sont les ménages après un an de crise Covid-19 ?](#)

Interrogés en février 2021, les ménages ont exprimé, au-delà de leurs craintes sur l'évolution de la conjoncture, leur ressenti sur la crise sanitaire, un an après sa survenue. Nombre d'entre eux en ont subi les effets en termes d'emploi et de revenus. Ces circonstances exceptionnelles ont conditionné leur motivation à épargner et à retarder leurs achats les plus importants.

Source : Cerom – Avril 2021

[La situation économique des ménages à l'heure du deuxième confinement général](#)

Six mois après la première enquête réalisée en février 2021, le CEROM a interrogé les ménages des îles du Vent au cours de la dernière quinzaine d'août. L'étude aborde l'évolution de la situation économique et financière des ménages, ainsi que leurs anticipations d'achats, d'investissement et d'épargne pour les mois à venir.

Source : Cerom – Octobre 2021

Nouvelle-Calédonie

[Effet inattendu de la crise de la Covid 19, le pouvoir d'achat salarial global des salariés augmente de 1,4 % en 2020](#)

En 2020, un salarié gagne en moyenne 345 000 Francs CFP par mois en équivalent temps plein (EQTP). Le salaire mensuel net médian se situe à 245 000 F.CFP. En un an, le niveau moyen global des salaires a progressé de 1,4 % en francs constants, l'inflation 2020 s'établissant à -0,5 %.

Source : ISEE, Conjoncture - Janvier 2022

[BdF 2019-2020 : En 2019, le taux de pauvreté reste stable en Nouvelle-Calédonie](#)

En Nouvelle-Calédonie, le niveau de vie médian augmente entre 2008 et 2019. Les inégalités sont en léger recul sur les dix dernières années. Toutefois, près d'un Calédonien sur cinq vit toujours sous le seuil de pauvreté en 2019, l'inactivité et le chômage étant les principaux facteurs déterminants de cette pauvreté. La redistribution et l'autoconsommation jouent un rôle significatif en aidant les plus vulnérables. Le taux de pauvreté, proche de celui de la Polynésie française, demeure plus élevé qu'en France.

Source : ISEE, Synthèse 52 - Août 2021

[BdF 2019-2020 : Les dépenses des ménages marquent le pas](#)

En 2019, la dépense totale mensuelle d'un ménage en Nouvelle-Calédonie s'élève en moyenne à 330 400 F.CFP, ce qui diffère peu de celle de 2008. De même, la structure des dépenses a peu évolué sur la période. Certains écarts dans la dépense apparaissent entre ménages, en montant comme en structure. La communauté d'appartenance et le niveau de vie font partie des facteurs déterminants du montant et de la structure de la dépense, même si l'autoconsommation permet d'atténuer ces différences.

Source : ISEE, Synthèse 49 - Mai 2021

Wallis-et-Futuna

[L'Enquête Budget des Familles 2019-2020 à Wallis et Futuna](#)

La troisième enquête du genre réalisée sur le Territoire des îles Wallis et Futuna (après celles de 1982 et 2005), menée par le Service Territorial de la Statistique et des Études Économiques. Elle représente une source d'information considérable sur les conditions de vie des ménages résidant sur le Territoire et sert de référence pour l'estimation des dépenses, des ressources (y compris pauvreté et inégalités), de la consommation alimentaire des ménages et des échanges non monétaires (denrées auto produites ou reçues en cadeaux).

Source : STSEE - 2022

4.5. Santé et Solidarités

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Premiers résultats de l'enquête santé européenne \(EHIS\) 2019](#)

L'enquête santé européenne est dorénavant réalisée tous les six ans dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. L'année 2019 correspond à la troisième édition de cette enquête. En France, elle a été conduite en métropole et pour la première fois dans les cinq départements et régions d'Outre-mer (DROM).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Les dossiers de la Drees n°78 - Avril 2021

[4 % de la population a développé des anticorps contre le SARS-CoV-2 entre mai et novembre 2020](#)

6,2 % de la population possède des anticorps contre le SARS-CoV-2 en novembre 2020, en France métropolitaine, chez les personnes de 15 ans et plus hors Ehpad. La Guadeloupe et la Martinique sont dans une situation comparable à celle de la métropole en novembre puisque leur niveau de séroprévalence est de 8,1 % et 7,3 %. La Réunion présente un niveau sensiblement plus bas (2%).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, La Réunion

Source : Drees, Études et résultats n°1202 - Juillet 2021

[Interruptions volontaires de grossesse : une légère baisse du taux de recours en 2020](#)

En 2020, 222 000 interruptions volontaires de grossesse (IVG) ont été enregistrées en France, ce qui représente une baisse d'environ 4 % par rapport à 2019, principalement observée en métropole. La pandémie de Covid-19 et les mesures prises pour limiter sa diffusion ont eu un impact sur les conceptions durant le premier confinement. Le taux de recours diminue en France métropolitaine. Dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM), il est quasiment stable : 28,4 ‰ en 2020, contre 28,5 ‰ en 2019.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, Études et Résultats n°1207 - Septembre 2021

[Les établissements de santé dans les DROM](#)

La fiche 07 de l'édition 2022 de l'ouvrage annuel de la Drees sur les établissements de santé passe en revue des indicateurs d'offre de soins hospitalière, déclinés pour chacun des DROM et comparés à la France métropolitaine.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees, Panorama des établissements de santé – Édition 2022 – Juillet 2022

[Accessibilité aux professionnels de santé](#)

Données publiques produites par la Drees sur l'accessibilité aux professionnels de santé – application de datavisualisation

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees

[Base de données Data.Drees](#)

Données publiques produites par la Drees sur les thèmes : aide et action sociales ; baromètre d'opinion ; établissements de santé, sociaux et médico-sociaux ; état de santé et morbidité ; famille, enfance, jeunesse ; personnes âgées, handicap et dépendance ; professions de santé et du social ; protection sociale complémentaire ; retraites ; etc.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Drees

[Base score santé](#)

Indicateurs et tableaux sur les thématiques santé et solidarité, par région et département.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Fnors, Base Score santé

[L'aide et l'action sociales en France – édition 2020](#)

Les analyses de l'aide sociale départementale portent sur les effectifs et les caractéristiques des bénéficiaires, les dépenses et les personnels associés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Panoramas de la Drees – Juin 2021

[Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Panoramas de la Drees – Septembre 2021

[Un Antillais sur six souffre de symptômes de dépression](#)

En 2019, en Guadeloupe et en Martinique, un habitant sur six présente des symptômes de dépression. En France métropolitaine, cette part est moins élevée (un sur dix). Comme au niveau national, les femmes sont plus touchées que les hommes, et les seniors sont particulièrement exposés. La prévalence des symptômes dépressifs recule avec l'élévation du niveau d'études et des revenus, ainsi qu'avec l'amélioration de la qualité de vie (logement, activité physique ou alimentation).

Territoires : Guadeloupe, Martinique

Source : Insee Flash Guadeloupe n°156 – Novembre 2021

Guadeloupe

[Trois Guadeloupéens sur 10 ont renoncé ou retardé des soins en 2019](#)

La part des Guadeloupéens de 15 ans ou plus se déclarant en bonne santé (58 %), bien qu'en augmentation par rapport à 2014, reste inférieure à celle de France métropolitaine (71 %). Les problèmes de santé entraînent des limitations d'activité pour un tiers de la population. La moitié de la population est en surpoids, ce qui favorise l'apparition de pathologies à risques, comme l'hypertension artérielle ou le diabète. Si une très large majorité de la population a recours à des soins, trois Guadeloupéens sur 10 sont contraints de retarder, voire renoncer à des soins en 2019.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°50 – Septembre 2021

Martinique

[Un tiers des Martiniquais sont limités dans leurs activités pour raison de santé en 2019](#)

La part des Martiniquais de 15 ans ou plus se déclarant en bonne santé (55 %) reste inférieure à celle de France métropolitaine (71 %), bien qu'en augmentation par rapport à 2014. Les problèmes de santé entraînent des limitations d'activité pour un tiers de la population de plus de 15 ans. Plus d'un Martiniquais sur deux est en surpoids ou obèse, un quart déclare de l'hypertension artérielle et la part de diabétiques est deux fois plus importante qu'en France métropolitaine. En 2019, un tiers des Martiniquais ont été contraints à retarder leurs soins, voire à y renoncer.

Source : Insee Analyses Martinique n°46 – Septembre 2021

Guyane

[Un tiers des Guyanais ont retardé ou renoncé à un soin médical en 2019](#)

Les deux tiers de la population guyanaise se déclarent en bonne ou très bonne santé en 2019. Néanmoins, la moitié des Guyanais sont en surpoids, 18 % souffrent d'hypertension artérielle et 8 % de diabète. L'accès aux soins est problématique à cause de l'absence de mutuelle complémentaire et de problèmes financiers qui entraînent un report des soins des soins. Par ailleurs, un Guyanais sur cinq est limité dans ses activités pour raison de santé. Enfin, les étrangers sont en moins bonne santé que le reste de la population.

Source : Insee Analyses Guyane n°52 – Septembre 2021

La Réunion

[Les pensions de retraite les plus faibles des régions françaises](#)

Les natifs de La Réunion vivant dans un département d'Outre-mer perçoivent les pensions de retraite les plus faibles des régions françaises : 1 160 euros brut par mois en moyenne en 2016, soit 28 % de moins que dans l'Hexagone. Les inégalités en matière de pension de retraite sont en outre plus importantes sur l'île. Ces faibles pensions résultent d'une participation plus faible qu'ailleurs des personnes en âge de

travailler au marché du travail, qui se traduit par une durée moyenne de cotisation nettement plus basse. De plus, les emplois occupés sont moins qualifiés.

Source : Insee Analyses Réunion n°69 – Mai 2022

[La dépression : un Réunionnais sur dix concerné](#)

En 2019, à La Réunion, un habitant sur dix présente des symptômes modérés ou sévères de la dépression, tout comme en France métropolitaine. Dans les autres départements et régions d’Outre-mer, cette part est plus élevée.

Source : Insee Analyses Réunion n°59 – Juin 2021

[Un Réunionnais sur dix déclare être en mauvaise santé](#)

Un Réunionnais sur dix s’estime en mauvaise ou très mauvaise santé en 2019. Cette part est plus élevée qu’en métropole, alors que la population réunionnaise est plus jeune. Avancer en âge, ne pas avoir d’activité physique ou de diplôme favorisent une plus mauvaise santé. Après 65 ans, un quart des Réunionnais souffrent ainsi de leur santé, avec des maladies chroniques plus fréquentes qu’en métropole aux mêmes âges.

Source : Insee Analyses Réunion n°58 – Mai 2021

Mayotte

[À Mayotte, des syndromes dépressifs deux fois plus fréquents qu’en métropole](#)

En 2019, 20 % de la population de Mayotte est concernée par un syndrome dépressif, soit deux fois plus qu’en France métropolitaine. Mayotte est ainsi, avec la Guyane, le département d’Outre-mer le plus lourdement touché par ce trouble de l’humeur. Les femmes, les jeunes et les personnes âgées sont particulièrement concernés.

Source : Insee Analyses Mayotte n°31 – Février 2022

[Près de la moitié des habitants de Mayotte ayant eu besoin d’un soin ont dû le reporter ou y renoncer](#)

Un habitant de Mayotte sur neuf s’estime en mauvaise ou très mauvaise santé en 2019. Cette part est plus élevée qu’en métropole, alors que la population est beaucoup plus jeune. L’effet du vieillissement sur l’état de santé est plus marqué à Mayotte. Les femmes et les personnes en situation de pauvreté sont davantage confrontées à une santé altérée.

Source : Insee Analyses Mayotte n°29 – Juillet 2021

[Santé des jeunes de 10-12 ans en 2019 : focus sur une précarité avérée](#)

Un enfant sur vingt de 10-12 ans ne prend qu’un repas par jour. Si les habitudes alimentaires sont très variables d’une consommation à l’autre, on compte trois fois plus d’enfants en insuffisance pondérale qu’en métropole. A l’aune de cette précarité importante, les risques d’addictions sont présents : 4 enfants sur 1 000 déclarent avoir déjà consommé de la chimique.

Source : ARS Mayotte – Mai 2021

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres-clés et données historiques sur la santé](#)

Source : Isee – Janvier 2021

Wallis-et-Futuna

[Agence de santé](#)

Personnels de l'agence de santé, évolution des effectifs, activités de l'agence de santé de 2016 à 2020.

Source : STSEE – 2022

[Caisse des Prestations Sociales](#)

Les données de la Caisse Locale et Prestations Familiales (CCPF) et de la Caisse Locale de Retraite (CLR) de 2010 à 2020.

Source : STSEE – 2022

4.6. Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2022](#)

Le chapitre 10 présente de façon détaillée les principales statistiques propres aux départements et collectivités d'Outre-mer. Les thématiques abordées spécifiquement sont les élèves, les étudiants, les personnels, les diplômes délivrés dans les départements et régions d'Outre-mer (DROM).

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie*

Source : Depp, repères et références statistiques – Août 2022

[Atlas régional des effectifs étudiants 2019-2020](#)

Cet atlas présente les effectifs d'étudiants inscrits dans les établissements et les formations de l'enseignement supérieur, recensés dans les systèmes d'information et enquêtes du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des ministères en charge de l'Agriculture, de la Pêche, de la Culture, de la Santé et des Sports.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie*

Source : Sies – Octobre 2021

[Résultats définitifs de la session 2021 du baccalauréat](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n° 22.10 – Mars 2022

[Indicateurs de résultats des lycées 2021](#)

Indicateurs permettant d'évaluer l'action propre de chaque lycée en prenant en compte la réussite des élèves au baccalauréat et leur parcours scolaire dans l'établissement.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – Février 2022

[L'état de l'École 2021](#)

La publication L'état de l'École présente une synthèse d'indicateurs statistiques qui apparaissent essentiels et pertinents pour analyser notre système éducatif et pour apprécier les politiques publiques mises en œuvre.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – Novembre 2021

[Géographie de l'École – Édition 2021](#)

L'ouvrage décrit le système d'éducation et de formation afin de mettre en lumière les disparités territoriales. Ses 36 fiches thématiques renseignent, sous forme d'indicateurs cartographiés et de courtes analyses, sur l'environnement économique, social et familial des élèves, sur le contexte scolaire, les moyens et ressources humaines mis en œuvre ainsi que sur les parcours scolaires et les résultats.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp – Juin 2021

[Les élèves du premier degré à la rentrée 2021](#)

Statistiques sur les effectifs scolarisés dans le premier degré

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n°21.45 – Décembre 2021

[Journée défense et citoyenneté 2020 : près d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture](#)

En 2020, 9,5 % des jeunes participants à la Journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture. Le tiers d'entre eux peut être considéré en situation d'illettrisme. Par ailleurs, plus d'un jeune sur dix a une maîtrise fragile de la lecture. Enfin, près de huit sur dix sont des lecteurs efficaces. Les jeunes des DROM sont particulièrement concernés par les difficultés de lecture.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information n°21.27 – Juin 2021

[Diplômes – formations en 2019](#)

Recensement de la population – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, Base de données – Juin 2022

[Les effectifs d'étudiants dans l'enseignement supérieur en 2020-2021 en progression constante](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SIES – Note d'information n°21.14 – Décembre 2021

[Les étudiants inscrits dans les universités françaises en 2020-2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SIES – Note d'information n°21.12 – Novembre 2021

[L'apprentissage au 31 décembre 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Depp, Note d'information - n°22.22 – Juillet 2022

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

100 jeux de données avec une recherche par mots clés

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Mesri – Sies - 2022

Guadeloupe

[Chiffres clés 2021-2022](#)

Source : Académie Guadeloupe – 2022

Martinique

[L'académie en chiffres 2021-2022](#)

Source : Académie Martinique – 2022

Guyane

[L'académie en chiffres : constat d'effectifs 2021](#)

Source : Académie Guyane – Octobre 2021

La Réunion

[Productions statistiques](#)

Source : Académie La Réunion – Avril 2022

[Diagnostic académique du projet stratégique 2021-2025](#)

Source : Académie La Réunion – Juillet 2021

[Au fil des générations, des natifs de La Réunion de plus en plus diplômés](#)

Clé de l'accès à l'emploi, le niveau de diplôme de la population augmente de génération en génération à La Réunion. Ainsi, alors que 67 % des natifs de l'île âgés de 55 à 64 ans n'ont pas de diplôme en 2017, c'est le cas de 24 % des jeunes natifs de 25 à 34 ans. Ces derniers sont par ailleurs trois fois plus souvent diplômés du supérieur que leurs aînés (25 % contre 8 %). Pour autant, l'écart avec la métropole (39 %) et les Antilles (33 %) reste conséquent.

Source : Insee Flash Réunion n°202 – Mai 2021

Mayotte

[L'Éducation en chiffres 2021-2022](#)

Source : Rectorat Mayotte – 2022

Polynésie française

[Les conditions de vie des étudiants en Polynésie française](#)

Les conditions de vie des étudiants, qu'il s'agisse du budget, du logement ou encore de l'organisation familiale et professionnelle, ont un impact sur la bonne réalisation de leurs études. Pour les étudiants vivant chez leurs parents, le logement est considéré comme plus agréable et il est plus aisé d'y être seul pour travailler. Le choix des études est principalement motivé par une perspective d'emploi.

Source : ISPF, Points Forts Études et Bilans n°1321 – Mai 2022

[Les chiffres clés du système éducatif Polynésien](#)

En Polynésie française, les populations scolaires des 1^{er} et 2nd degrés des établissements publics et privés décroissent continûment depuis plusieurs années, principalement du fait de la baisse de la natalité.

Source : Présidence de la Polynésie française – Août 2021

Nouvelle-Calédonie

[Les chiffres-clés de l'éducation 2021](#)

Source : Vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie – 2021

Wallis-et-Futuna

[Les chiffres-clés de l'éducation 2020](#)

Les effectifs des élèves, le personnel de l'Éducation et le taux de réussite de 2014 à 2020.

Source : STSEE – 2021

4.7. Jeunesse, sport, culture

Publications concernant plusieurs DOM ou COM

[Atlas culture des territoires](#)

Un portrait de chaque région mobilisant des données géographiques, économiques et sociales pour décrire les territoires, ainsi que des données culturelles (offre, dépenses publiques, emploi et entreprises).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Ministère de la Culture – 2022

[Observatoire territorial du sport et de la jeunesse](#)

Il permet de réaliser directement des cartes et de visualiser les indicateurs statistiques prédéfinis sur des zones géographiques paramétrables. Il offre également la possibilité de produire des rapports statistiques sur un territoire sélectionné par l'utilisateur.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : Injep – 2022

[Les fiches régionales de la vie associative 2021](#)

Les tableaux régionaux de la vie associative synthétisent les principaux repères et chiffres-clés relatifs au secteur associatif dans chaque région. Ils ont été réalisés cette année par Recherches & Solidarités avec le soutien de l'INJEP.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Injep – Octobre 2021

[Licences sportives saison 2019/2020](#)

Données par département et région

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres-clés – Avril 2022

[Recensement des licences et clubs sportifs 2020](#)

Un recensement annuel des licences et clubs est réalisé annuellement par la MEDES auprès des 113 fédérations sportives agréées. Chacune d'entre elles fournit deux fichiers détaillés relatifs aux licences délivrées et aux clubs qui lui sont affiliés.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie*

Source : *INJEP-MEDES - Juillet 2021*

[Accueils collectifs de mineurs \(colonies et centres de vacances, centres aérés et de loisirs, scoutisme...\) – 2019/2020](#)

L'INJEP produit chaque année des statistiques sur l'activité des accueils collectifs de mineurs, qu'il s'agisse de séjours avec hébergement (colonies et séjours de vacances notamment) ou d'accueils de loisirs périscolaires ou extrascolaires : nombre d'accueils, effectifs d'enfants accueillis, destination des séjours avec hébergement, etc..

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française*

Source : *INJEP - Janvier 2021*

[Baromètre national des pratiques sportives 2020](#)

En 2020, 65 % des Français de 15 ans et plus ont pratiqué au moins une activité physique et sportive au cours des douze derniers mois. En 2018, dans la première édition de baromètre, ils étaient 66 % : la pratique n'a donc quasiment pas évolué en deux ans.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *INJEP - Mars 2021*

Guadeloupe

[En Guadeloupe, l'écoute de la musique et des informations à la radio sont les pratiques culturelles les plus répandues](#)

En Guadeloupe, la musique est au cœur des pratiques culturelles : les trois quarts des Guadeloupéens écoutent de la musique tous les jours. Aussi, 24 % des Guadeloupéens ont assisté au carnaval durant l'année précédant l'enquête menée entre février 2019 et février 2020 et 46 % ont participé à un « chanté Nwel ». Par ailleurs, la radio a une place importante : les trois quarts des Guadeloupéens l'écoutent tous les jours, notamment pour s'informer.

Source : *Insee Analyses Guadeloupe n° 52 - Octobre 2021*

Martinique

[En Martinique, les traditions, la musique et le créole fédèrent les générations](#)

En Martinique, la musique est au cœur des pratiques culturelles : six Martiniquais sur dix écoutent de la musique tous les jours. Leurs pratiques culturelles se différencient

de celles des autres territoires français notamment en raison d'une offre culturelle moins développée : les pratiques culturelles comme la fréquentation des musées, des théâtres et des cinémas y sont en proportion moins répandues. En revanche, les Martiniquais sont nombreux à regarder la télévision.

Source : Insee Analyses Martinique n° 48 – Octobre 2021

Guyane

[La diversité linguistique marque chaque pan de la culture en Guyane](#)

La culture en Guyane se caractérise par sa pluralité, comme en atteste la diversité des langues parlées sur le territoire. Cette richesse linguistique et culturelle marque les pratiques du quotidien. Ainsi, un Guyanais sur cinq parle le créole guyanais dans la vie quotidienne, que ce soit au travail, en famille ou entre amis et un Guyanais sur dix le créole haïtien.

Source : Insee Analyses Guyane n° 54 – Octobre 2021

La Réunion

[Entre langue créole, musiques des Mascareignes et influence internationale](#)

La langue créole et les musiques réunionnaises sont deux éléments centraux de la culture à La Réunion. Ainsi, 81 % des Réunionnais de 15 ans ou plus déclarent maîtriser la langue créole et, lorsqu'ils écoutent de la musique, 82 % écoutent notamment des musiques de La Réunion (séga, maloya, etc.). Les jeunes se distinguent de leurs aînés par une écoute du rap plutôt que de la variété française. Ils sont également plus nombreux à aller au cinéma et à lire des livres, et développent des goûts littéraires propres à leur génération.

Source : Insee Analyses Réunion n° 70 – Juillet 2022

[En 2019, près d'un habitant de La Réunion sur deux a visité un site du patrimoine](#)

En 2019, 300 000 Réunionnais, soit 45 % de la population de 15 ans ou plus, déclarent avoir visité un site du patrimoine. La plupart de ces visites se déroulent à La Réunion. Les sites les plus visités sont les monuments religieux, les parcs et jardins historiques ainsi que les quartiers historiques ou les villages de caractère. Les personnes très diplômées les visitent davantage que les autres.

Source : Insee Flash Réunion n° 230 – Juillet 2022

Mayotte

[Mayotte, un territoire riche de ses langues et de ses traditions](#)

Le shimaoré et le kibushi sont les deux langues majoritairement parlées par les habitants de Mayotte. Moins répandu sur l'île, le français est surtout parlé par les jeunes, les personnes diplômées et les Français nés en dehors de Mayotte. Les habitants de Mayotte sont proportionnellement plus nombreux à déclarer lire des

livres qu'à La Réunion, en partie du fait de l'importance des lectures religieuses. Les pratiques de la danse, du chant ou de la musique sont largement diffusées dans l'île, notamment avec le debaa, le shigoma, le m'biwi.

Source : Insee Analyses Mayotte n° 33 – Juillet 2022

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres clés Culture](#)

Pratiques culturelles, établissements et salariés

Source : Isee – Novembre 2021

[Licenciés sportifs par province et par activité sportive de 2015 à 2020](#)

Source : Isee – Juillet 2021

4.8. Logement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#)

[Logement](#) – Résultats 2019 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres détaillés – Juin 2022

[Construction de logements - Nombre de logements autorisés/commencés](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, séries chronologiques – Janvier 2022

[Le parc locatif social au 1^{er} janvier 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Décembre 2021

[Recensement de la population 2019 : logements, résidences principales](#)

Données communales

Territoires : Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2022

Guadeloupe

[Le parc locatif social public de la Guadeloupe](#)

Au 1^{er} janvier 2021, le parc social guadeloupéen compte 37 202 logements, chiffre en stabilité par rapport à l'année 2020.

Source : Deal Guadeloupe – Décembre 2021

[Le nombre de logements continue d'augmenter malgré le ralentissement démographique](#)

En 50 ans, la Guadeloupe a connu une forte expansion de l'habitat. La hausse du nombre de résidences principales est 5,6 fois plus rapide que celle de la population. Les besoins en nouveaux logements résultent de la diminution de la taille des ménages. En moyenne moins de personnes vivent dans un même logement en raison de la décohabitation. En parallèle il y a de plus en plus de logements vacants en Guadeloupe.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°154 – Juin 2021

Martinique

[Une demande croissante de logements liée à la décohabitation](#)

En 50 ans, le nombre de logements en Martinique croît plus rapidement que la population sous l'effet de la décohabitation : le nombre moyen de personnes par résidence principale est divisé de moitié. Le nombre de résidences secondaires et de logements vacants en forte augmentation contribue aussi à cette hausse du nombre de logements.

Source : Insee Flash Martinique n°153 – Juin 2021

Guyane

[Une forte expansion du nombre de logements depuis 50 ans](#)

En 50 ans, le parc de logements en Guyane est en très forte expansion, en lien avec l'explosion démographique. Les maisons constituent la majeure partie des résidences principales. Les logements de petite surface sont deux fois plus nombreux que dans les autres DROM et en France métropolitaine. Cependant le nombre des logements de trois et quatre pièces progresse plus vite : ils forment plus de la moitié du contingent. Le parc est relativement récent et pour une très grande partie date d'après 1990.

Source : Insee Flash Guyane n°143 – Juin 2021

La Réunion

[En 50 ans, deux fois moins d'habitants par logement](#)

À La Réunion, le nombre de résidences principales est multiplié par quatre entre 1968 et 2018, passant de 82 100 à 332 400. En 50 ans, il augmente de 2,8 % par an, soit deux fois plus vite que la population (+ 1,5 %). Cet accroissement du parc de logements répond aux besoins liés à la croissance de la population mais également au phénomène

de décohabitation lié aux changements de mode de vie. Le nombre moyen de personnes par ménage est ainsi passé de 5,0 en 1968 à 2,6 en 2018.

Source : Insee Flash Réunion n°209 – Septembre 2021

Nouvelle-Calédonie

[Le marché de l'immobilier se maintient en 2020](#)

En 2020, le marché de l'immobilier se stabilise après une année 2019 marquée par un fort ralentissement. Le marché poursuit une mutation amorcée un an plus tôt. Les ventes de biens neufs sont en berne : les grands programmes de construction de ces dernières années sont pour la plupart achevés et le marché est arrivé à maturité, voire à saturation.

Source : Isee Synthèse n°55 – Novembre 2021

[Les conditions de logement en Nouvelle-Calédonie en 2019](#)

Le parc immobilier de la Nouvelle-Calédonie en 2019 compte 109 000 logements dont 90 800 résidences principales. Directement impacté par le ralentissement de la croissance démographique, le parc des résidences principales a augmenté deux fois moins rapidement entre 2014 et 2019 qu'entre 2009 et 2014. Le nombre de logements vacants a presque doublé en cinq ans et une habitation sur dix est désormais libre.

Source : Isee Synthèse n°53 – Septembre 2021

4.9. Justice et sécurité intérieure

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilan 2021 de la sécurité routière](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : ONISR, Bilan de l'accidentalité de l'année 2021 – Janvier 2022

[Population écrouée/détenue](#)

Depuis janvier 2022, les statistiques trimestrielles de milieu fermé (STMF) sont produites par la Sous-Direction de la Statistique et des Études (SDSE). Une personne est comptabilisée dans ces statistiques lorsqu'elle fait l'objet d'une mise sous écrou.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : SDSE - Fichier statistique Genesis

[Les statistiques de milieu ouvert](#)

Dans les statistiques annuelles de milieu ouvert, seules les personnes majeures sont comptabilisées. Une personne est considérée comme placée sous main de justice en milieu ouvert, lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDSE - Fichier statistique APPI

[Insécurité et délinquance en 2021 : bilan statistique](#)

Le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure publie sa 6^e édition du bilan statistique « Insécurité et délinquance », sur l'année 2021, laquelle présente encore des évolutions atypiques, après une année 2020 marquée par la pandémie et des mesures exceptionnelles de confinement de la population et de couvre-feu.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Wallis-et-Futuna

Source : SSMSI – Interstats – Juin 2022

Mayotte

[Six habitants sur dix se sentent en insécurité](#)

L'ampleur de la délinquance génère un fort sentiment d'insécurité à Mayotte. Ainsi, six habitants sur dix se sentent en insécurité à leur domicile ou dans leur quartier. C'est plus particulièrement le cas des femmes et des victimes de vols ou de menaces. En outre, quatre habitants sur dix renoncent souvent ou parfois à sortir de chez eux. Dans ce contexte, l'action des forces de l'ordre est très majoritairement jugée insuffisante.

Source : Insee Flash Mayotte n°127 – Novembre 2021

[Une délinquance hors norme](#)

La délinquance d'appropriation est particulièrement forte à Mayotte. En 2018 ou 2019, 18 % des ménages déclarent avoir été victimes d'un cambriolage ou d'un vol sans effraction, soit quatre fois plus qu'en France métropolitaine. De plus, les habitants de Mayotte sont personnellement trois fois plus victimes de vols avec ou sans violences. Les vols sont aussi plus souvent aboutis, les multi-victimes plus nombreuses et le recours à la violence ou aux menaces beaucoup plus fréquent que dans l'Hexagone.

Source : Insee Analyses Mayotte n°30 – Novembre 2021

Nouvelle-Calédonie

[Les violences intrafamiliales en Nouvelle-Calédonie : regard sur l'ampleur d'un phénomène social peu signalé](#)

En 2019 et 2020, en moyenne 14 500 personnes par an sont exposées à des violences physiques ou sexuelles – que l'agresseur soit connu ou non de la victime, soit 7,6 % des personnes âgées de 18 à 75 ans. Loin d'être un cadre protecteur, le milieu familial est un espace d'exposition aux violences notable. En effet, 2,3 % des personnes âgées de 18 à 75 ans indiquent avoir été agressées physiquement ou sexuellement par un membre de leur famille.

Source : Isee, Synthèse n°58 – Mai 2022

[La délinquance en Nouvelle-Calédonie, un sentiment d'insécurité confirmé par la réalité des faits](#)

La délinquance d'appropriation est particulièrement forte à Mayotte. En 2018 ou 2019, 18 % des ménages déclarent avoir été victimes d'un cambriolage ou d'un vol sans effraction, soit quatre fois plus qu'en France métropolitaine. De plus, les habitants de Mayotte sont personnellement trois fois plus victimes de vols avec ou sans violences.

Source : Isee, Synthèse n°57 – Mai 2022

Wallis-et-Futuna

[Evolution des accidents survenus à Wallis & Futuna de 2000 à 2020](#)

Source : STSEE – 2021

4.10. Équipements et services dans les territoires

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Dénombrement des équipements en 2021 \(commerce, services, santé...\)](#)

La base permanente des équipements (BPE) est une source statistique qui fournit le niveau d'équipements et de services rendus à la population sur un territoire. Les résultats sont proposés sous forme de bases de données dans différents formats et pour des niveaux géographiques allant de la commune (ou l'Iris pour certaines bases) jusqu'à la région, en intégrant des zonages d'étude. L'offre comprend également des bases de données où de nombreux équipements sont géolocalisés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, base de données – Juillet 2022

La Réunion

[Des pôles de centre-ville encore très présents, mais les pôles de périphérie se développent fortement](#)

Le paysage commercial continue de se transformer à La Réunion et ressemble de plus en plus à celui de la France métropolitaine, avec l'implantation de pôles commerçants en périphérie des villes. Mais les pôles commerçants de centre-ville sont encore très présents à La Réunion : ils regroupent encore quatre emplois du commerce de proximité sur dix fin 2015, contre moins de trois sur dix dans les agglomérations de l'Hexagone de taille semblable.

Source : Insee Analyses Réunion n°65 – Décembre 2021

4.11. Prix à la consommation

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Indice des prix à la consommation](#)

Résultats par regroupement de produits et produits détaillés (COICOP) – indicateurs sur chacun des 5 DROM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, séries chronologiques – Juillet 2022

Guadeloupe

[L'indice des prix à la consommation en Guadeloupe](#)

En [juin 2022](#), en Guadeloupe, les prix augmentent de 0,9 %. Les deux secteurs les plus impactés par l'inflation sont l'énergie (+ 1,7 %) et les services (+ 1,3 %). Les prix s'accroissent de 4,8 % sur les 13 derniers mois, depuis mai 2021, et de 1,6 % ces trois derniers mois confirmant la reprise de l'inflation sur la Guadeloupe.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°167 – Juillet 2022

Martinique

[L'indice des prix à la consommation en Martinique](#)

En Martinique, entre mai et [juin 2022](#), les prix à la consommation rebondissent : + 0,8 %, après - 0,2 % le mois précédent. Sur un an, entre juin 2021 et juin 2022, les prix augmentent moins rapidement en Martinique qu'au niveau national (France hors Mayotte) : + 4,6 % contre + 5,8 %.

Source : Insee Flash Martinique n°167 – Juillet 2022

Guyane

[L'indice des prix à la consommation en Guyane](#)

En Guyane, en [juin 2022](#), les prix à la consommation augmentent de 1,0 % en un mois, après + 0,3 % en mai. Ils continuent leur progression à la hausse dans la plupart des regroupements. Ils augmentent de 1,1 % dans l'alimentation et de 1,4 % dans les secteurs de l'énergie et des services. Les prix des produits manufacturés sont quasi stables. La hausse des prix s'établit à 4,5 % sur treize mois et 2,2 % sur les trois derniers mois confirmant une reprise de plus en plus forte de l'inflation. Elle demeure toutefois en dessous de celle de la France métropolitaine.

Source : Insee Flash Guyane n°155 – Juillet 2022

La Réunion

[L'indice des prix à la consommation à La Réunion](#)

En [juin 2022](#), les prix à la consommation augmentent de 0,6 % à La Réunion, après + 0,7 % en avril et mai. En juin, la hausse de saison des prix du transport aérien est particulièrement marquée, et s'accompagne du renchérissement des prix des produits pétroliers qui s'accélère. À l'inverse, la baisse des prix de l'alimentaire se poursuit, entraînée par ceux des produits frais, même si les prix des produits hors frais continuent d'augmenter. Par ailleurs, les prix des produits manufacturés sont stables.

Source : Insee Flash Réunion n°231 – Juillet 2022

Mayotte

[L'indice des prix à la consommation à Mayotte](#)

En [juin 2022](#), les prix à la consommation reculent de 0,1 % à Mayotte. Ils sont tirés à la baisse par les prix des services (- 1,1 %) et par ceux des produits manufacturés (- 0,2 %). En revanche, les prix de l'alimentaire, de l'énergie et du tabac augmentent. Sur un an, les prix augmentent de 4,9 % à Mayotte, entraînés par la hausse des produits pétroliers. La hausse sur un an est cependant moindre qu'en France hors Mayotte (+ 5,8 %).

Source : Insee Flash Mayotte n°140 – Juillet 2022

Polynésie française

[Indice des prix à la consommation](#)

En [juin 2022](#) l'indice des prix à la consommation augmente de 0,2 % et s'établit à 105,48, essentiellement en raison de la hausse de 0,6 % des prix des transports, de 0,4 % des prix de la division logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles et de 0,7 % du prix de la division hôtellerie...

Source : ISPF, Points conjoncture n°7 – Juillet 2022

Nouvelle-Calédonie

[L'indice des prix à la consommation en Nouvelle-Calédonie](#)

En [juin 2022](#), la hausse de l'indice des prix à la consommation hors tabac et général se poursuit mais à un rythme ralenti (+0,3 % après +1,0 % en mai), grâce au recul des prix de l'énergie (-0,2 %). Les prix des services augmentent de 0,5 % et ceux de l'alimentation de 0,3 %. Les prix des produits manufacturés et du tabac sont stables. En glissement annuel, l'indice général augmente de 3,8 %.

Source : Isee, Conjoncture – Juillet 2022

[En 2021, le niveau moyen des prix, tous postes confondus, comme hors tabac, augmente de 0,6 % et compense la baisse historique de l'année précédente](#)

En 2021, les prix à la consommation, avec ou sans tabac, augmentent en moyenne de 0,6 % sur un an. Trois raisons majeures expliquent ce renchérissement. Tout d'abord, la hausse des cours mondiaux du pétrole se répercute sur les prix des carburants et du gaz. Ceux-ci pèsent lourdement sur le poste énergie qui augmente au global de 4,2 %.

Source : Isee, Conjoncture – Mars 2022

Wallis-et-Futuna

[L'indice des prix à la consommation à Wallis-et-Futuna](#)

Au [premier trimestre 2022](#), l'indice d'ensemble des Prix à la Consommation enregistre une variation trimestrielle de +1,60 %. L'indice des prix à la consommation du premier trimestre 2022 calculé par le STSEE (base 100 juin 2008), s'élève à 117,82 contre 115,96 au trimestre précédent.

Source : STSEE – Mai 2022

Saint-Pierre et Miquelon

[L'indice des prix à la consommation à Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

Au cours du [deuxième trimestre 2022](#), le niveau général des prix à la consommation des ménages de Saint-Pierre et Miquelon a augmenté de 3,18 %.

Source : Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon – Février 2022

4.12. Activité productrice et démographie des entreprises

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Créations d'entreprises et d'établissements au cours de l'année 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee – Bases de données : REE fichiers détail – Février 2022

[Les stocks d'unités légales et des établissements au 31 décembre 2020 - données semi-définitives](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee – Bases de données : REE fichiers détail – Février 2022

Guadeloupe

[En 2019, le climat des affaires est favorable en Guadeloupe](#)

En 2019, l'activité des unités légales guadeloupéennes est bien orientée avec une hausse du chiffre d'affaires de 3,4 %. Le commerce demeure l'activité majeure du territoire. La hausse des charges sociales oriente le partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés. Les efforts d'investissements sont surtout réalisés dans l'énergie, les activités de location et location-bail ainsi que dans les activités immobilières.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°54 – Décembre 2021

[Une dynamique d'emploi spécifique dans les Entreprises de Taille Intermédiaire](#)

Entre 2008 et 2017, le nombre d'établissements guadeloupéens a fortement augmenté (+ 23 %), principalement des nouvelles microentreprises n'employant pas de salarié. L'impact de cette hausse sur l'emploi salarié a été faible (+ 1 %). Ces évolutions masquent cependant les dynamiques à l'œuvre. Les microentreprises sont les seules à créer des emplois salariés en Guadeloupe sur la période.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°146 – Février 2021

Martinique

[En 2019, une conjoncture économique favorable en Martinique](#)

En 2019, l'activité des unités légales martiniquaises est bien orientée avec une hausse du chiffre d'affaires de 3,2 %. Le commerce demeure l'activité majeure du territoire. La hausse des charges sociales oriente le partage de la valeur ajoutée en faveur des salariés. Les efforts d'investissement sont surtout réalisés dans l'énergie, les activités de location et location-bail ainsi que dans les activités immobilières.

Source : Insee Analyses Martinique n°50 – Décembre 2021

Guyane

[En 2019, l'activité reste bien orientée en Guyane](#)

En 2019, l'activité des unités légales guyanaises est bien orientée avec une hausse du chiffre d'affaires de 5,2 %. Le commerce demeure l'activité majeure du territoire. Avec des charges sociales maîtrisées, le partage de la valeur ajoutée est favorable aux entreprises en 2019. Les efforts d'investissement sont surtout réalisés dans l'énergie, ainsi que dans les activités immobilières.

Source : Insee Analyses Guyane n°56 – Décembre 2021

[Guyane : les entreprises de taille intermédiaire en fort développement](#)

Entre 2008 et 2017, le nombre d'établissements guyanais a fortement augmenté (+45 %), en particulier pour les microentreprises n'employant pas de salarié. Ainsi, l'impact de cette hausse sur l'emploi salarié a été faible (+11 %). La zone de l'Est-Littoral, avec Cayenne, concentre les activités tandis que celle de l'Ouest accuse un retard en termes de créations d'établissements, en particulier au sein de la catégorie des PME et des entreprises de taille intermédiaire.

Source : Insee Flash Guyane n°135 – Février 2021

La Réunion

[Les créateurs d'entreprises à La Réunion en 2018 : Des créateurs de plus en plus diplômés, mais moins expérimentés](#)

À La Réunion, en 2018, 6 600 entreprises sont créées, dont un tiers sont des commerces. Les créateurs sont plus souvent des salariés que ceux de 2014, et sont plus diplômés. Seul un créateur sur trois est une femme. Nombre de créateurs réunionnais engagent peu de moyens financiers au départ, et ils sont plus nombreux dans ce cas qu'en 2014. Ils sont aussi plus nombreux qu'au niveau national à déclarer avoir fait face à des difficultés pour créer leur entreprise.

Source : Insee Flash Réunion n° 224 – Mars 2022

[Les entreprises réunionnaises créent 7,8 milliards d'euros de valeur ajoutée](#)

En 2019, les entreprises marchandes réunionnaises créent 7,8 milliards d'euros de valeur ajoutée, pour un chiffre d'affaires de 26,8 milliards d'euros. L'investissement, largement porté par les activités immobilières, s'élève à 2,1 milliards d'euros. Il est concentré sur quelques entreprises, puisque 5 % des entreprises réalisent 93 % de l'investissement. La valeur ajoutée augmente fortement entre 2018 et 2019 (+ 4,3 %), après une faible croissance l'année précédente. Les secteurs de la construction, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale contribuent le plus à cette croissance.

Source : Insee Flash Réunion n° 214 – Octobre 2021

[Près de six entreprises sur dix toujours en activité à La Réunion](#)

À La Réunion, en 2019, 57 % des entreprises sont toujours en activité cinq ans après leur création en 2014. Ces entreprises ont un peu mieux résisté que celles créées en 2010 grâce à un contexte économique plus favorable. Pour autant, les « jeunes » entreprises réunionnaises restent plus fragiles qu'au niveau national ; elles rencontrent notamment un peu plus de difficultés financières. Les sociétés, créées plus souvent par d'anciens indépendants et chefs d'entreprises, résistent mieux que les entreprises individuelles.

Source : Insee Flash Réunion n° 210 – Septembre 2021

Mayotte

[Nouveau record d'entreprises créées en 2021 et essor du micro-entrepreneuriat](#)

En 2021, le nombre de créations d'entreprises augmente encore fortement à Mayotte : 1 802 entreprises sont créées, soit 33 % de plus que le précédent point haut de 2020. Les créations sont notamment stimulées par la mise en place du statut de micro-entrepreneur courant 2020. Dans le même temps, le nombre de créations sous forme sociétaire augmente de nouveau fortement. Les créations sont particulièrement dynamiques dans les services, où le micro-entrepreneuriat est le plus répandu. En 2021, 47 % des créateurs d'entreprises individuelles sont des femmes.

Source : Insee Flash Mayotte n°136 – Mai 2022

Polynésie française

[Le secteur du Bâtiment et travaux publics en 2021](#)

En 2021, l'activité du secteur du Bâtiment et des travaux publics (BTP) progresse fortement. Le chiffre d'affaires du secteur augmente de 8,5 % grâce à l'activité soutenue de la construction de bâtiments (+ 2,9 milliards de F.CFP) et des travaux de construction spécialisés. Le nombre de salariés dans la construction est en hausse pour la septième année consécutive (+ 5,1 % par rapport à l'année précédente) et s'établit à près de 5 480 emplois salariés, soit très proche du niveau record de 2009 avec 5 640 emplois.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1322 – Mai 2022

[Les créations d'entreprises en 2020](#)

En 2020, le nombre de création d'entreprises nouvelles dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS) diminue de 9 % comparé à 2019. Malgré une baisse des créations, le stock total d'entreprises actives progresse de 5 % grâce à une baisse de près d'un quart des radiations par rapport à 2019. Les créations fléchissent dans tous les secteurs d'activités excepté dans la construction.

Source : ISPF, Points Forts Études et Bilans n°1290 – Novembre 2021

Nouvelle-Calédonie

[La démographie des entreprises](#)

Tableaux sur la démographie des entreprises du secteur marchand de 1995 à 2021.

Source : Isee, séries statistiques – 2022

4.13. Recherche et développement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilan de la Fête de la science 2020](#)

Depuis près de 30 ans, le MESRI organise annuellement, avec la contribution de plus de mille porteurs de projet, plus de 3 000 événements au cours de sa traditionnelle Fête de la science.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie*

Source : *Mesri – Sies, Note d'information n°7 – Juin 2021*

[L'innovation et la recherche et développement dans les Outre-mer](#)

Depuis plusieurs années, les politiques de développement économique mises en place dans les Outre-mer présentent la recherche et l'innovation comme des éléments clés pour accroître la compétitivité de ces territoires. Toutefois, malgré un ensemble de dispositifs de soutien à l'innovation et en dépit d'une hausse marquée ces 20 dernières années, les dépenses intérieures de recherche et développement (R&D) rapportées au PIB, restent relativement faibles dans les Outre-mer, comparativement aux régions hexagonales.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie*

Source : *IEDOM, Études thématiques n°597 – Janvier 2020*

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

100 jeux de données avec une recherche par mots clés

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie*

Source : *Mesri – Sies – 2022*

4.14. Tourisme

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Activité dans le tourisme : impact de la crise sanitaire Covid-19](#)

Indicateurs, publications nationales et régionales et l'impact de la crise Covid-19 sur le tourisme.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee Chiffres détaillés – Juin 2022*

[Tourisme en 2022](#)

Hébergements touristiques – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Août 2022

La Réunion

[Le tourisme à La Réunion : un secteur mature porté par la clientèle locale](#)

L'IEDOM, l'Insee et l'AFD, au sein du partenariat CEROM, publient les comptes du tourisme 2010-2019. Estimée à 1,8 milliard d'euros en 2019 à La Réunion, la consommation du tourisme intérieur reste dynamique entre 2010 et 2019. Néanmoins, cette progression ralentit par rapport à la période 2005-2010, en raison d'une forme de maturité des dépenses touristiques des Réunionnais, avec un poids dans leurs revenus identique à celui observé en France entière. La prédominance de la clientèle locale dans l'industrie touristique se renforce en 2019.

Source : Cerom – Juillet 2022

[Juillet et août 2021 : à La Réunion, une fréquentation touristique toujours dépendante de la crise sanitaire](#)

À La Réunion, pendant l'hiver austral 2021, la fréquentation touristique reste très dépendante de l'intensité des restrictions sanitaires mises en œuvre. Ainsi, en juillet, même si les touristes étrangers ne sont pas encore revenus, l'activité des hôtels et restaurants est très dynamique et même un peu supérieure à celle de juillet 2019, avant la crise sanitaire. Les contraintes liées au Covid sont en effet limitées.

Source : Insee Flash Réunion n°216 – Novembre 2021

Mayotte

[La fréquentation hôtelière proche de son niveau d'avant la crise sanitaire](#)

En 2021, la fréquentation hôtelière à Mayotte retrouve quasiment son niveau de 2019, après une année 2020 où elle avait été affectée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. L'offre de chambres se rapproche ainsi de son niveau de 2019 et le taux d'occupation des chambres se situe légèrement au-dessus du niveau de 2019 : 74 % contre 70 %. La fréquentation hôtelière est particulièrement dynamique sur la deuxième partie de l'année.

Source : Insee Flash Mayotte- n°137 – Mai 2022

[Chute de la fréquentation hôtelière avec la crise sanitaire](#)

En 2020, les mesures prises pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 impactent fortement le secteur touristique à Mayotte, comme ailleurs en France. Dès la mi-mars, les fermetures d'établissements et le confinement entraînent une chute de la fréquentation. Entre avril et juin, la fréquentation est très réduite et concerne surtout

l'hébergement de soignants. Le nombre de nuitées remonte en juillet-août avec les vacances scolaires, mais reste à un faible niveau par rapport à l'année précédente.

Source : Insee Flash Mayotte- n°121 – Juillet 2021

Polynésie française

[Tableau de bord du tourisme 2021](#)

En 2021, la Polynésie française a accueilli 82 500 touristes, soit un résultat en hausse de 7,2 % par rapport à 2020 mais qui reste inférieur de 65 % par rapport à 2019. Deux tiers des touristes séjournent en hébergement terrestre marchand ; les secteurs flottants et non marchands représentent chacun 15 % des effectifs. L'Amérique du Nord et la France métropolitaine sont les seuls marchés qui progressent sur un an et constituent plus de 90 % des arrivées touristiques.

Source : ISPF, Points conjoncture n°63 – Juin 2022

[Bilan tourisme 2020](#)

Alors que la fréquentation touristique en 2020 débutait sur des bases similaires à 2019, la pandémie de Covid-19 a divisé le nombre de touristes par trois (77 000 touristes). Les clientèles nord-américaines et françaises représentent neuf touristes sur dix sur la période post-confinement. L'hôtellerie internationale est en retrait de deux tiers mais le tourisme interne se développe.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1308 – Février 2022

Nouvelle-Calédonie

[Principales données sur le tourisme](#)

Conjoncture et synthèse annuelle concernant le tourisme.

Source : Isee – Juin 2022

4.15. Énergie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilans énergétiques des départements d'Outre-mer de 2013 à 2020](#)

Présentation des données des bilans énergétiques de chacun des cinq DOM de 2013 à 2020. Ces bilans énergétiques physiques détaillent la production et la consommation d'énergie, toutes énergies confondues.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Avril 2022

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2021](#)

En croissance régulière depuis plusieurs années, les énergies renouvelables représentent 13,1 % de la consommation d'énergie primaire et 19,1 % de la consommation finale brute d'énergie en France en 2020. Parallèlement, leur poids dans l'économie française s'est accru : elles sont ainsi à l'origine, en 2018, de 8,6 Md€ d'investissement et de 68 000 emplois en équivalent temps plein.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Juillet 2021

[Données locales de consommation d'énergie](#)

Des données relatives aux consommations annuelles d'électricité sont mises à disposition par le SDES, sur les DROM. Ces données sont les plus fines qu'il est possible de mettre à disposition du public dans le respect de la réglementation sur la protection des données personnelles et commercialement sensibles.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Décembre 2021

Guadeloupe

[Chiffres clés de l'énergie 2021, Bilan 2020](#)

Dans un contexte sanitaire difficile, au regard de l'épidémie de la COVID-19, les travaux de l'OREC⁷⁶ soulignent une chute de la consommation totale d'énergie finale de 15,6 % par rapport à l'année 2019. Avec une diminution de plus de 21 % par rapport à l'année 2019, la consommation énergétique du secteur transport enregistre en 2020 la décroissance la plus importante sur les 10 dernières années.

Source : OREC Guadeloupe – Septembre 2021

Martinique

[Bilan énergétique 2020 de la Martinique](#)

Comparativement à l'année 2019, on observe une baisse significative de la consommation de carburants dans le secteur du transport de 20,3 % (- 41,5 % dans l'aérien et - 13 % dans le secteur routier) et une diminution significative des émissions de Gaz à effet de serre de 16 %. En revanche, il n'y a pas de baisse notable de la consommation électrique en 2020, mais un transfert de la consommation électrique du secteur tertiaire vers le secteur résidentiel.

Source : Collectivité Territoriale de Martinique – Octobre 2021

76 Observatoire de l'énergie et du climat

La Réunion

[Bilan énergétique 2020 de l'île de La Réunion](#)

Source : Observatoire Énergie Réunion – Édition 2021

Wallis-et-Futuna

[L'eau, l'électricité et les hydrocarbures](#)

Source : STSEE, Statistiques diverses - 2020

Polynésie française

[Bilan énergétique de la Polynésie Française](#)

Source : Ademe, édition 2020 – 2021

4.16. Environnement – développement durable

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Juillet 2021

[Rapport : État de santé des récifs coralliens, herbiers marins et mangroves des Outre-mer français](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : IFRECOR – juillet 2021

[Indicateurs de l'Observatoire national de la biodiversité](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Observatoire national de la biodiversité - 2022

[Compteur de la biodiversité Outre-mer](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Le Compteur de la biodiversité Outre-mer - 2022

[Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Octobre 2021

[Indicateurs territoriaux de développement durable](#)

Les données des indicateurs territoriaux correspondant aux 17 objectifs de développement durable sont mises à disposition dans sept bases de données, chacune pour un niveau géographique, notamment communes, départements, régions.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee/SDES – Février 2022

[Les protections des espaces naturels terrestres et marins en France en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie
Source : SDES, UMS Patrinat et OFB – Septembre 2021

[Les parcs nationaux de France - Chiffres clés - Édition 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, La Réunion
Source : SDES - Les parcs nationaux de France - Chiffres clés – Juin 2021

Guadeloupe

[L'État de l'environnement en Guadeloupe](#)

Source : DEAL Guadeloupe, Actualités : chiffres-clé 2018 – Décembre 2019

La Réunion

[Les défis économiques, sociaux et environnementaux du XXI^e siècle à La Réunion](#)

Malgré son dynamisme, le développement économique et social de La Réunion marque encore le pas. La richesse créée par habitant est inférieure de 37 % à celle de la métropole. La pauvreté, monétaire ou au sens des privations matérielles et sociales, touche trois fois plus de personnes. L'emploi y est plus rare, avec des inégalités de revenus plus élevées.

Source : Insee Analyses Réunion n° 66 – Décembre 2021

[À La Réunion, améliorations économiques et sociales, dégradation environnementale](#)

Ces travaux ont été menés en partenariat entre l'Insee et la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Deal) de La Réunion.

Source : Insee, SDES – Octobre 2021

[Améliorations économiques et sociales, dégradation environnementale](#)

Depuis le début des années 2000, La Réunion poursuit son développement économique, tout en consommant de plus en plus d'énergie et en générant davantage de déchets. Sa population est en meilleure santé et est mieux logée que par le passé. Cependant, les milieux naturels se dégradent malgré les mesures de protection des espaces et des espèces.

La crise sanitaire de la Covid-19 en cours pourrait néanmoins infléchir ces trajectoires, positivement ou non selon les cas, et rappelle les liens forts entre la santé humaine et le respect des équilibres environnementaux.

*Source : Insee Flash Réunion n° 211 – Octobre 2021
Voir également les Insee Analyses n° 60 à 64 – Octobre 2021*

Polynésie française

[Les Objectifs de Développement durable en Polynésie française](#)

Rapport de suivi des ODD en Polynésie française .

Source : Présidence de la PF, 2021

4.17. Transports

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Données sur le parc des véhicules au 1er janvier 2021](#)

Les données concernent les voitures particulières, les autobus et autocars, les camionnettes, les camions, les tracteurs routiers, les remorques, les semi-remorques et les véhicules automoteurs spécialisés.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Août 2021

[Immatriculations de véhicules neufs en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee : Chiffres-clés – Avril 2022

[Résultats d'activité des aéroports français en 2021](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie
Source : Union des aéroports français – 2022

Guadeloupe

[Bilan 2016-2019](#)

Ce numéro retrace le bilan des années 2016 à 2019 en matière de transports terrestres, maritimes et aériens et de mobilité.

Source : Observatoire Régional du transport, Chiffres & Analyses n°13 – Mars 2020

Guyane

[2020 : un trafic en légère hausse de 2,37%, dans un contexte de pandémie imprévisible](#)

Le GPM-Guyane enregistre ainsi un trafic global (import/export) de 838 325 tonnes, soit une légère hausse de 2,37% par rapport à 2019.

Source : Grand port maritime de Guyane – Mars 2021

La Réunion

[Moins de 5 km de trajet du domicile au travail : 7 actifs sur 10 prennent la voiture](#)

Pour aller travailler, même à proximité de chez soi, la voiture reste le moyen de déplacement privilégié à La Réunion comme ailleurs en France. Ainsi, sept Réunionnais sur dix qui travaillent à moins de 5 km de leur domicile utilisent la voiture pour s'y rendre. Sur cette distance, l'usage des transports en commun, comme du vélo, est moins développé qu'en France de province. Même en dessous de 2 km entre le domicile et le travail, l'usage de la voiture reste majoritaire.

Source : Insee Flash Réunion n°193 – Janvier 2021

Polynésie française

[Le fret international en Polynésie française de 2015 à 2021](#)

Les importations représentent plus d'un tiers du produit intérieur brut (PIB) polynésien. Conjugué à l'isolement du Pays, cet aspect rend prégnant les coûts du transport de marchandises sur l'économie locale. En hausse de 43 % entre 2015 et 2021, ces coûts représentent en moyenne quatre fois ceux observés en Métropole et même 17 % de la valeur des importations en 2021.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1316 – Mars 2022

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres-clés du secteur transport](#)

Indicateurs, données historiques, transport de marchandises et de voyageurs.

Source : Isee – 2021

Wallis-et-Futuna

[Statistiques diverses](#)

Trafic maritime, trafics aériens (international et domestique), hydrocarbures.

Source : STSEE – 2022

4.18. Agriculture

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Graph'Agri 2021 – départements d'Outre-mer](#)

La publication présente, au travers d'une succession de thèmes (utilisation du territoire, exploitations, emploi, résultats économiques, entreprises, commerce extérieur), une synthèse des dernières informations disponibles.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : Graph'Agri 2021 – Octobre 2021

Guadeloupe

[Recensement agricole 2020 : 7 200 exploitations agricoles en Guadeloupe](#)

Un peu plus d'un an après le lancement de la collecte en octobre 2020, les premiers résultats du recensement agricole 2020 sont disponibles.

La Guadeloupe compte 7 200 exploitations agricoles, soit 7 % de moins que lors du précédent recensement de 2010. La tendance à la baisse du nombre d'exploitations se poursuit mais s'est nettement infléchie. Les exploitations ont une surface moyenne en progression et valorisent une surface agricole totale qui s'est stabilisée.

Source : SRISE, Agreste Guadeloupe – Décembre 2021

[Le revenu agricole après le cyclone Maria](#)

Après une année 2017 particulièrement difficile en raison du passage de l'ouragan Maria, l'année 2018 est marquée par une reprise en production progressive des bananeraies et une campagne de canne dans la moyenne de la décennie. Le résultat courant avant impôt (RCAI) moyen est de 27 600 € toutes filières confondues.

Source : SRISE, Agreste Guadeloupe – Décembre 2021

[Evolution du territoire agricole : vision croisée entre les recensements et l'occupation du sol](#)

Evolution du territoire agricole en Guadeloupe de 1980 à 2017 en utilisant deux sources d'information : les données récentes d'occupation du sol et les recensements agricoles.

Source : SRISE, Agreste Guadeloupe – Septembre 2021

Martinique

[Les premières données du recensement agricole 2020](#)

En 2020, la Martinique compte 2 660 exploitations agricoles, soit 20% de moins qu'en 2010 lors de leur dernier recensement. Les exploitations valorisent désormais en moyenne 8 ha (+ 9 %). Les moyennes exploitations sont les seules à voir leur effectif s'accroître. La baisse du nombre d'exploitations est plus marquée parmi les très petites exploitations (- 27 %).

Source : SRISE, Agreste Martinique – Décembre 2021

Guyane

[Premiers Résultats du Recensement Agricole 2020 en Guyane](#)

Après une phase de collecte d'octobre 2020 à mai 2021, le recensement agricole livre ses premiers résultats.

Source : SRISE, Agreste Guyane – Janvier 2022

[Mémento agricole 2021](#)

Le Mémento agricole statistique est diffusé annuellement. Il rassemble sous forme de panorama, en 17 domaines, l'essentiel des données chiffrées du monde agricole guyanais.

Source : SRISE, Agreste Guyane – Novembre 2021

La Réunion

[Les premiers résultats du recensement agricole 2020](#)

En 2020, la Réunion compte 6 250 exploitations agricoles, soit 18 % de moins qu'en 2010 lors du dernier recensement. Ces exploitations valorisent désormais 38 650 hectares, soit en moyenne 6,2 ha par exploitation. La baisse des surfaces agricoles depuis 2010 est plus marquée que sur la précédente décennie. La perte de plus de 4 000 hectares, soit 10 % des terres cultivées en 2010, est principalement expliquée par la baisse des surfaces en canne à sucre.

Source : SRISE, Agreste La Réunion – Décembre 2021

[Memento 2021](#)

L'édition 2021 du Memento présente comme chaque année les chiffres clés de l'agriculture dans la région.

Source : SRISE, Agreste La Réunion – Décembre 2021

Mayotte

[Recensement agricole 2020 : les premiers résultats](#)

Le recensement agricole 2020 est le premier mis en œuvre à Mayotte sur la base de critères communs à l'ensemble des départements français, notamment par la définition de ce qu'est une « exploitation agricole » ; celle-ci commercialisant nécessairement tout ou partie de sa production, quelles qu'en soient les modalités. Cependant, les seuils utilisés ont été adaptés et identiques pour les cinq DOM et l'absence de référence administrative, n° SIRENE par exemple, n'a pas été excluant

Source : SRISE, Agreste Mayotte – Décembre 2021

Polynésie française

[Bilan de la pêche en 2020](#)

En 2020, la production de pêche de capture est en baisse de 7,8 %. Ce repli est dû au recul des volumes de pêche hauturière notamment les volumes de thons germons (- 9,3 %). Le nombre de navires augmente, tout comme le nombre d'hameçons posés mais le rendement (kg/100 hameçons) diminue de 15,8 %. Les volumes de pêche côtière reculent également. Ce recul est dû à celui des volumes de thons germons (- 4,8 %).

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1281 – Octobre 2021

[Les exportations de produits perliers, fortement impactées par la Covid-19 en 2020](#)

La perliculture est la deuxième ressource propre de la Polynésie française après le tourisme et devant les produits issus de la pêche. La surface d'exploitation et le nombre de producteurs autorisés diminuent pour la deuxième année consécutive. La crise de la Covid-19 a durement impacté les exportations de la Polynésie française, dont celles des produits perliers. Déjà en difficulté depuis 2018, les recettes des exportations de produits perliers diminuent de moitié en un an pour atteindre 2,5 milliards de F.CFP en 2020.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1274 – Août 2021

[L'aquaculture en Polynésie française en 2019](#)

La pisciculture de crevettes et celle de paraha peue (aussi appelé poisson-lune ou platax) constituent deux branches importantes de l'aquaculture locale. L'année 2019 marque la huitième année consécutive de hausse de production de crevettes avec une progression de 2 %. À l'inverse, la production de paraha peue baisse de 31 % cette année.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1250 – Avril 2021

4.19. Finances publiques locales

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Portail web Open collectivités](#)

Ce portail permet d'améliorer la visibilité des informations publiques sur les collectivités locales à la fois pour les acteurs publics et pour les citoyens. Il propose des données et documents de la statistique publique facilement accessibles.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – 2022

[Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Avril 2022

[Rapport 2022 de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2022

[Les collectivités locales en chiffres 2022](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Mai 2022

[Les finances des communes en 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte (Tableaux T5)

Source : SSM de la DGCL – Mars 2022

[Les finances des départements en 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Novembre 2021

[Les finances des régions en 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Décembre 2021

[Guide statistique de la fiscalité directe locale 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Mars 2022

[Les comptes consolidés des collectivités locales : quelles disparités régionales ?](#)

Entre 2014 et 2018, la situation financière des collectivités locales s'est homogénéisée d'une région à l'autre. Par exemple, l'épargne brute des collectivités a augmenté dans

les régions où elle était faible en 2014 et diminué dans les régions où elle était forte. Pour l'endettement, la façon de financer l'investissement des collectivités reste en revanche très différente d'une région à l'autre et il n'y a pas de tendance à l'homogénéisation.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DGCL, Bis n°139 – Novembre 2019

4.20. Commerce extérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Le chiffre du commerce extérieur](#)

Données régionales

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : DSECE – Direction générale des Douanes et droits indirects – Mai 2022

La Réunion

[Bilan des importations 2011-2020 - Produits agricoles](#)

L'année 2020 aura été marquée par les conséquences de l'épidémie de Covid-19. Écoles fermées de mars à mai 2020, confinement de la population, et diminution drastique du transit aérien sont autant de facteurs qui ont pu affecter les importations de produits agricoles à La Réunion en 2020. Les tendances observées dans cette publication sont donc à prendre avec précaution, notamment la baisse importante des volumes de viande importés. Est-ce une tendance de fond, ou une conséquence ponctuelle de la crise ?

Source : SRISE, Agreste La Réunion – Décembre 2021

Polynésie française

[Bilan Commerce extérieur en 2020](#)

L'année 2020 est marquée par la pandémie de COVID-19. En Polynésie française, la fermeture des frontières à l'international, entre fin mars et fin juin 2020, entraîne la baisse de 20 % du déficit de la balance commerciale réelle entre 2019 et 2020. Cette crise sanitaire impacte la valeur des importations et encore plus celle des exportations.

Source : ISPF, Points Études et Bilan n°1314 – Avril 2022

[Les exportations de produits de la mer en 2021](#)

En 2021, profitant de l'allègement des contraintes de transport liées à la Covid-19, les exportations de produits de la pêche, hors coquilles, doublent sur un an à 1 786 millions de F.CFP et retrouvent leur niveau d'avant-crise. Les exportations de produits

de la pêche représentent 19 % des recettes des exportations locales en biens, soit 4 points de plus qu'en 2020 et 1 point de plus qu'en 2019

Source : ISPF, Points Études et Bilan n°1311 – Mai 2022

Nouvelle-Calédonie

[En 2020, le ralentissement des importations limite le déficit commercial](#)

En 2020, le taux de couverture des échanges commerciaux s'élève à 66 % et gagne 8,5 points par rapport à 2019. Ainsi, le déficit commercial s'établit à 91 milliards de F.CFP, en réduction de 31 % par rapport à 2019. Après s'être creusé en 2019 à la suite d'importations conséquentes mais occasionnelles, il retrouve un niveau proche de celui de 2018 (89 milliards de F.CFP).

Source : Isee, Synthèse annuelle 2020 – Décembre 2021

[Les données : tableaux et séries statistiques](#)

Importations, exportations, balance commerciale, recettes douanières, principaux partenaires commerciaux...

Source : Isee – 2022

Wallis-et-Futuna

[Statistiques douanières](#)

Source : STSEE, statistiques douanières – 2022

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Importations et exportations mensuelles depuis 2013](#)

Source : Service des douanes de Saint-Pierre et Miquelon – Avril 2022

4.21. Comptabilité régionale

Guadeloupe

[Bilan économique 2021](#)

En 2021, l'économie guadeloupéenne est en phase de reprise après la chute brutale de l'activité en 2020, due à la pandémie de Covid 19. La croissance est estimée à 1,9 % en volume soit un rebond relativement faible après la baisse significative de l'année précédente, estimée à 4,9 %. Cette reprise fluctue toutefois en fonction des pics pandémiques et des mesures sanitaires qui les accompagnent tout au long de l'année ainsi que des mouvements sociaux.

Source : Insee Conjoncture Guadeloupe n°19 – Juin 2022

[Comptes économiques rapides de la Guadeloupe en 2020](#)

En 2020, l'année est marquée par le coup d'arrêt imposé par la crise sanitaire liée au covid-19. La reprise d'activité de l'économie guadeloupéenne observée depuis 2014 suite à la chute brutale de la croissance en 2009 (- 4,8 %) a donc été stoppée. La croissance économique de la Guadeloupe recule ainsi à - 4,9 % en volume, après le ralentissement amorcé l'année précédente.

Source : Cerom – Octobre 2021

[Comptes définitifs 2018 de Guadeloupe](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2018

Source : Insee, Chiffres détaillés – Mars 2022

[L'économie guadeloupéenne de 2000 à 2018 : l'activité redémarre 5 ans après la crise économique et sociale de 2009](#)

Depuis les années 60, la Guadeloupe arrive en tête des DOM en termes de vitesse de rattrapage du PIB par habitant et du niveau de vie avec les niveaux nationaux. La crise économique mondiale initiée en 2007 et la crise sociale locale de 2009 sont incontestablement les événements les plus marquants de la période 2000-2018 avec une chute brutale de la croissance guadeloupéenne à - 6,7 % en 2009.

Source : Cerom – Février 2021

Martinique

[Bilan économique 2021](#)

En 2021, l'économie martiniquaise est en phase de reprise après la chute brutale de l'activité en 2020, due à la pandémie de Covid 19. Mais cette reprise est contrariée par les pics pandémiques, les mesures sanitaires et les mouvements sociaux de la fin d'année. Avec une croissance du PIB de 2,5 %, ce dynamisme efface en partie le fort recul enregistré en 2020, exception faite du tourisme qui continue de souffrir des restrictions de déplacements.

Source : Insee Conjoncture Martinique n°19 – Juin 2022

[Comptes économiques rapides de la Martinique en 2020](#)

En 2020, année marquée par le début de la crise liée à la COVID-19, la croissance économique de la Martinique chute à - 3,9 % après + 1,4 % l'année précédente. Cette baisse est de moindre ampleur que celles à l'échelle nationale (- 7,9 %) et de la Guadeloupe (- 4,9 %), mais légèrement plus forte qu'en Guyane (- 2,7 %). La crise sanitaire restreint l'activité et les déplacements à l'intérieur, en provenance et à destination du territoire. Ces restrictions entraînent une forte baisse de la consommation des ménages, qui devient le premier facteur de retournement de la croissance (- 4,6 points).

Source : Cerom – Octobre 2021

[Bilan macroéconomique de la Martinique 2000-2020](#)

Au cours des vingt dernières années, la croissance de l'activité en Martinique a ralenti. Elle est passée d'une croissance dynamique entre 2000 et 2008 à une décennie de faible croissance entre 2010 et 2019 (+ 0,6 % en moyenne par an). Ce ralentissement s'explique essentiellement par la persistance des effets des crises économique et sociale que connaît le territoire en 2009, qui entraîne un retrait marqué des moteurs économiques que sont la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Source : Cerom – Mai 2022

[Comptes définitifs 2018 de Martinique](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2018

Source : Insee, Chiffres détaillés – Mars 2022

Guyane

[Bilan économique 2021](#)

En 2021, l'activité économique guyanaise est bien orientée, effaçant en grande partie les reculs enregistrés en 2020. La Guyane bénéficie des effets positifs de la croissance démographique de sa population qui tire la consommation. La progression de l'emploi, pour la 5^e année consécutive, reflète cette évolution. Le produit intérieur brut, avec une croissance de 3 %, illustre la résilience dont a fait preuve l'économie guyanaise pendant la crise sanitaire et qui lui permet, en 2021, de retrouver des niveaux proches de 2019.

Source : Insee Conjoncture Guyane n°19 – Juin 2022

[Comptes économiques rapides de la Guyane en 2020](#)

En 2020, année marquée par le début de la crise sanitaire, la croissance économique de la Guyane est négative et s'établit à - 2,7 % après + 0,2 % en 2019 mais chute moins que le reste de l'économie nationale (- 7,9 %). Bénéficiant d'un contexte démographique plus favorable et d'une amélioration de sa balance commerciale en raison de la crise, l'économie guyanaise a mieux résisté, toutes proportions gardées, que la Guadeloupe et la Martinique.

Source : Cerom – Octobre 2021

[Comptes définitifs 2018 de Guyane](#)

Séries des principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2018

Source : Insee, Chiffres détaillés – Mars 2022

[En 2018, la croissance guyanaise rebondit – comptes définitifs 2018](#)

L'économie guyanaise rebondit en 2018 après une année 2017 marquée par de fortes revendications pour une plus grande justice sociale. Le produit intérieur brut (PIB) augmente de 5,5 % en valeur. Ce rythme redevient nettement supérieur à celui de la moyenne nationale (+ 2,5 % en valeur). Il est essentiellement porté par la consommation finale et par l'investissement. À l'inverse, le commerce extérieur et les variations de stocks freinent légèrement la croissance.

Source : Insee Analyses Guyane n°58 – Mars 2022

La Réunion

[En 2021, forte reprise de l'activité économique et dynamisme du marché du travail](#)

Bilan de l'année 2021, marquée par une situation sanitaire toujours instable, et avant l'apparition des tensions inflationnistes déclenchées par la guerre en Ukraine.

Source : Insee Conjoncture Réunion n°22 – Juillet 2022

[Comptes économiques rapides de La Réunion en 2021](#)

En 2021, l'activité économique repart fortement à La Réunion. Malgré les restrictions visant à limiter la propagation de la Covid-19 et une situation sanitaire toujours instable, le produit intérieur brut (PIB) en euros constants progresse de 6,7 %. Cette forte reprise fait suite à la chute de l'activité en 2020 (- 4,2 %), consécutive à la crise sanitaire.

Source : Cerom, Les comptes économiques de La Réunion en 2021 – Juillet 2022

[Comptes économiques de La Réunion de 1996 à 2020](#)

Indicateurs macro-économiques de 1996 à 2020 : ressources et emplois de biens et de services, activité des branches, comptes des secteurs institutionnels.

Source : Insee – Chiffres détaillés – Janvier 2022

Mayotte

[Comptes économiques de Mayotte](#)

Principaux indicateurs macro-économiques de 1996 à 2019

Source : Insee, Chiffres détaillés – Janvier 2022

[Retour d'une forte croissance du PIB en 2019](#)

En 2019, à Mayotte, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 6,6 % en valeur, une croissance deux fois plus élevée qu'en 2018. Il reprend ainsi un rythme proche des années précédentes. Le PIB par habitant atteint 9 710 euros, soit un niveau 3,7 fois moins élevé que le niveau national. Le pouvoir d'achat individuel moyen progresse de 3,1 % en un an. En 2019, l'augmentation du PIB est portée par l'investissement et la

consommation des administrations publiques. La valeur ajoutée des administrations publiques croît de 6,6 %, celle des sociétés de 8,3 %.

Source : Insee Flash Mayotte n°128 – Novembre 2021

[L'économie de Mayotte en 2020](#)

Bien avant le démarrage de la crise sanitaire, l'année 2020 débutait avec des anticipations pessimistes des acteurs économiques. Ces derniers évoquaient déjà des difficultés à se projeter sur le moyen-long terme, compte tenu de la concrétisation lente et tardive des projets publics attendus pour générer de l'activité. La crise sanitaire et le confinement imposé en mars ont amplifié les difficultés, engendrant des conséquences économiques importantes. Ces perturbations ont provoqué une profonde crise de trésorerie pour les entreprises.

Source : IEDOM, Conjoncture économique n°655 – Avril 2021

Polynésie française

[La croissance se redresse en 2021, mais ne retrouve pas son niveau d'avant-crise](#)

En 2021, la croissance se redresse en Polynésie française. La progression du produit intérieur brut (PIB) en volume est de 2,4 % après une perte de croissance de 7,2 % en 2020. La consommation des ménages constitue le principal moteur de cette croissance après un fort ralentissement en 2020. La consommation des administrations et l'investissement augmentent également. En revanche, conséquence d'une consommation et d'un investissement dynamiques, la hausse des importations pèse négativement sur la croissance. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail s'améliore, soutenant pour partie des gains de pouvoir d'achat de 3 % après une chute de 4 % en 2020.

Source : Cerom – Juin 2022

[Les comptes économiques de la Polynésie française en 2020](#)

En 2020, le Produit Intérieur Brut (PIB) diminue en volume de 7,6 %, soit une évolution comparable à celle de la France hexagonale mais plus marquée que dans les autres Départements et Collectivités d'Outre-mer. L'ensemble des composantes de la demande est en retrait, excepté les investissements qui restent encore soutenus. La crise sanitaire a provoqué une contraction du marché du travail notamment au niveau des emplois touristiques. Le revenu du travail diminue fortement dans ce contexte.

Source : Ispf-Cerom, Les comptes économiques rapides 2020 n°1275 – Septembre 2021

[Les comptes économiques en 2018](#)

Le produit intérieur brut (PIB) à prix courants s'établit à 620 milliards de F.CFP en 2018 et progresse de 4 milliards par rapport à 2017, soit une hausse de 0,6 % de la richesse. Après correction des effets-prix, le PIB à prix constants croît de 1,7 %. La dynamique de croissance reste principalement portée par la demande extérieure et la consommation des ménages, tandis que la contribution liée à la forte hausse des investissements est

neutralisée par la hausse des importations de biens d'équipement. En 2018, la croissance du PIB réel par habitant se poursuit (+ 1,3 %) pour atteindre 2,03 millions de F.CFP, soit 94 % du PIB par habitant de 2007.

Source : ISPF, Points Etudes et Bilans n°1302 – Janvier 2022

Nouvelle-Calédonie

[Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2020](#)

En 2020 toutes les composantes du produit intérieur brut sont en recul, entraînant une contraction du volume d'activité de 2,6 %. Le repli de l'investissement en particulier, lui confère une contribution négative à la croissance, tandis qu'avec une baisse plus marquée des importations que des exportations, les échanges extérieurs y contribuent positivement. Les effets-prix, plutôt favorables, amortissent l'impact sur le montant du PIB qui diminue de 2,2 % pour s'établir à 988 milliards de F.CFP.

Source : Isee-Cerom – Mars 2022

[L'économie calédonienne forte des retombées du nickel](#)

La précédente étude portant sur les impacts du nickel a permis d'estimer qu'un quart des salariés du privé dépendent directement ou indirectement de son exploitation. Pour compléter cette approche, ces mêmes impacts ont été mesurés selon les concepts de la comptabilité nationale et confirment le poids économique substantiel du secteur.

Source : Isee – Synthèse n°56 – Janvier 2022

[La crise sanitaire s'installe en 2021, avec des effets dont la nature change](#)

Encore absent des esprits avant 2020, le virus de la Covid-19 s'est installé et continue de frapper les économies et bouleverser les habitudes. En Nouvelle-Calédonie, l'objectif poursuivi de rester « Covid free », une quasi-exception à l'échelle mondiale, se traduit par le maintien de la fermeture des frontières depuis le 19 mars 2020 et la mise en place d'un protocole sanitaire strict pour les arrivées autorisées sur motifs impérieux. L'impact direct de ce confinement externe sur l'économie (arrêt ou ralentissement de certaines activités) par rapport à une situation sans crise sanitaire, peut être estimé autour de 30 milliards F.CFP en année pleine.

Source : Cerom – Août 2021

Wallis-et-Futuna

[L'économie de Wallis-et-Futuna en 2020](#)

En 2020, l'économie de Wallis-et-Futuna maintient la trajectoire favorable de 2019. L'économie du Territoire a en effet été épargnée par la pandémie de Covid-19, durant toute l'année 2020, hormis pour des questions d'approvisionnement et pour les déplacements internationaux.

Source : IEOM, Conjoncture économique n°328 – Avril 2021

Saint-Pierre-et-Miquelon

[L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2020](#)

L'année 2020 a été marquée par la pandémie de Covid-19. La situation insulaire du territoire et les mesures prises ont protégé la population d'une circulation active du virus sur le territoire qui a enregistré seulement 24 cas (jusqu'en mars 2021), tous rapidement identifiés et isolés. Saint-Pierre-et-Miquelon a connu un seul confinement du 17 mars au 27 avril 2020 : cette période a été marquée par un repli de l'activité économique compris entre 13 et 31 % en mars (par rapport à mars 2019) et entre 17 et 34 % en avril (par rapport à avril 2019).

Source : IEDOM, Synthèse annuelle n°657 – Avril 2021